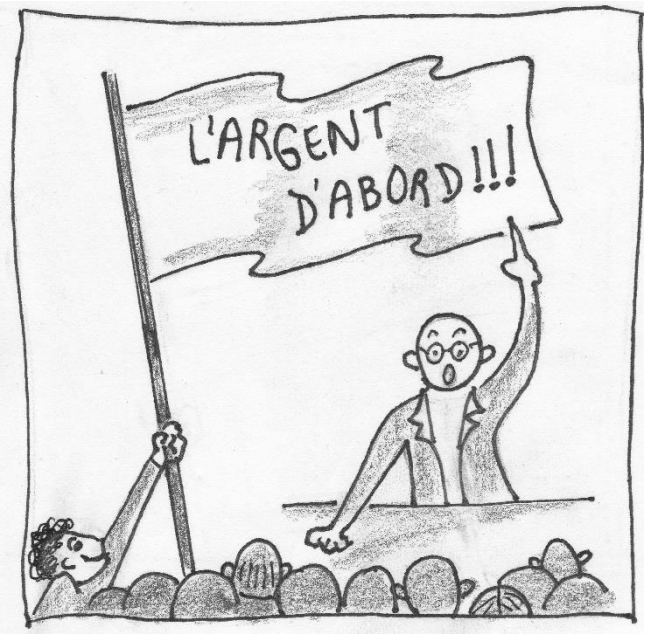
Le Parti du Travail de Belgique sans façade

Michel Nejszaten



Mais où est l'autre vie ?...

Le Parti du Travail de Belgique sans façade

Michel Nejszaten

2021

Remerciements

Tout d'abord à Luce Minet pour l'échange constructif et les propositions de modifications.

Aux amis qui ont relu le texte ou une partie.

À Christel Mawet de l'IHOES pour sa disponibilité à trouver les documents du PTB en période de déménagement de l'Institut.

À Michel Recloux de la Bibliothèque Orwell pour son aide à obtenir des exemplaires des Études marxistes du PTB.

Avertissement

Le texte se compose de trois parties.

La première est une critique du programme actuel du PTB, particulièrement le programme social pour l'élection de 2019.
Par rapport à la première édition, la partie sur le coronavirus a été ajoutée.

Les autres parties s'adressent à ceux qui souhaitent mieux connaître le passé et les « faits d'arme » du PTB dans différents domaines. À ces lecteurs, il est conseillé de choisir les chapitres au gré des centres d'intérêt, car chaque chapitre est indépendant des autres.

PTB et alternative

Le PTB est attractif pour les milieux populaires.
Marie estime qu'ils ont beaucoup d'objectifs valables, ça manque un peu question écologie. Mario est « *preneur pour la globalité, pour le bien-être collectif. L'État doit reprendre la main, prendre l'argent où il faut.* »
Vincent est plus critique : « *Je suis content qu'il bouscule le PS. […] Le PTB peut plaire, mais il n'y a pas de projet derrière.* » De même que Jacques : « *Le PTB est combatif et simpliste. "Prendre chez les riches" est un slogan simpliste.* »

Cela fait longtemps que le PTB a les mêmes revendications, à quelques variantes près. En 2007, les priorités du PTB pour une « Belgique solidaire » :
- redistribuer l'emploi, prépension à 55 ans
- diminuer la TVA sur l'énergie de 21% à 6%, créer une Intercommunale de l'énergie
- médicaments moins chers grâce au modèle kiwi[1].
Avec les augmentations du revenu, ce sont les revendications qui reviennent le plus souvent.

En 2016, le même genre de revendications est mis sur la table :
« *Un : instaurer la taxe des millionnaires.*
Deux : la réduction du temps de travail.
Trois : assurer la transition écologique et énergétique »[2].

Pourtant, estime Marie, « *ce qui me dérange, c'est leur jusqu'auboutisme dans leurs idées. S'ils ne vont pas au gouvernement, les gens vont se décourager* ». Même son de cloche

[1] Solidaire 5, février 2007.
[2] Raoul Hedebouw, Le Soir du 20 mai 2016.
https://plus.lesoir.be/art/d-20160519-G7ULNN

du côté de Mario : « *D'un autre côté, ils n'ont pas la bonne attitude vis-à-vis du pouvoir, ils sont trop rigides, pas prêts à partager. Je ne les vois pas entrer dans une coalition au pouvoir, ce sont des voix perdues à gauche.* »

Mais ces revendications, d'où viennent-elles ? Sont-elles valables ? Elles ne sont pas nouvelles. Les hausses de salaires et la baisse de la durée du travail datent du XIXe siècle. Prendre de l'argent chez les riches est aussi une vieille revendication. Posons-nous la question : que faut-il guérir actuellement en premier lieu ?
L'exploitation des travailleurs a été dénoncée il y a longtemps, elle perdure pourtant dans le monde. Il s'agit de l'exploitation « ordinaire » et pas seulement la surexploitation dénoncée par l'OIT (Organisation Internationale du Travail, dépendant de l'ONU).
Plus récemment, l'épuisement des ressources, la perte de la biodiversité et le réchauffement climatique menacent la survie de l'humanité.
Les menaces de guerre entre les États-Unis, la Chine et la Russie se sont aggravées ; entretemps, les guerres locales dévastent des régions entières (Irak, Syrie, Lybie, etc.).
La responsabilité des multinationales et des gouvernements à leur solde est largement démontrée.

Reprenons chacune des revendications et examinons leur effet. Puis, essayons de saisir les conceptions du PTB dans quelques domaines-clé.

La hausse du revenu (par des augmentations de salaire, baisses de la TVA, etc.)

Il est habituel de prétendre que le sort des milieux populaires en Belgique s'est amélioré durant les « Trente Glorieuses » (environ 1950-1980), puis a empiré. Une analyse plus fine de la condition ouvrière indique que la hausse du salaire durant ces années a été contrebalancée par une hausse de l'intensité du travail, par une dépendance croissante à des biens de consommation correspondant

à des chaînes dorées (auto, TV…)[3]. C'est, entre autres, la santé qui a été atteinte, avec les maladies mentales, maladies nerveuses, cancers, etc. Puis, la dégradation s'est accélérée sans contrepartie.
Même les économies par l'achat d'une voiture d'occasion ou du gsm au lieu du smartphone vous font entrer dans le domaine du capitalisme. Il n'est pas facile d'en sortir. Sauf cas extrême, qui est le revenu minimum pour la survie – et encore ! –, demander une hausse du revenu telle quelle, sans contrepartie, vous lie encore plus. Prétendre que l'ouvrier récupère ce qui lui est dû est exact, mais ne doit-on pas le mettre en garde ? Ne peut-on proposer une autre utilisation du revenu ?
Le PTB relie cette revendication à la productivité :

> « *Les travailleurs doivent réclamer leur part de la croissance annuelle de la productivité, qui fait qu'ils produisent plus de richesse dans le même laps de temps. […] Liberté syndicale pour bâtir les rapports de force et négocier en vue d'obtenir des augmentations salariales interprofessionnelles*[4]. »

Tant qu'on y est, quelques bons conseils aux capitalistes ne peuvent pas faire de tort :

> « *[…] en asséchant les salaires, on asphyxie les travailleurs qui utilisent la grande majorité de leurs moyens dans la consommation*[5] ».

Sous-entendu : avis aux producteurs de biens de consommation pour les travailleurs.

---

[3] Michel Nejszaten, *Que sont les ouvriers devenus ? La face cachée de « l'âge d'or » ouvrier : le travail productif de 1960 à 1975*, analyse de l'IHOES 123.
[4] PTB-GO, *Notre avenir est social*, éd. du PTB, Bruxelles, 2014.
[5] Benjamin Pestieau et Alice Bernard, *Salaires : rendez-nous l'argent*, Solidaire, novembre-décembre 2018.

La diminution du temps de travail

> « *Nous adaptons la législation afin que la semaine de 30 heures sans perte de salaire soit légalement possible, Une telle mesure dégage du temps pour la famille et les loisirs, lutte contre le burn-out et crée de nouveaux emplois. […]*
> *Nous stimulons les entreprises et les secteurs à appliquer la semaine de 30 heures. Nous sélectionnons 1 000 entreprises qui osent sauter le pas. Les entreprises audacieuses, tournées vers l'avenir, reçoivent un soutien financier et un coaching intensif*[6]. »

Cette ancienne revendication – la baisse du temps de travail – visait à soulager les ouvriers qui travaillaient 12 heures par jour et, par la même occasion, à libérer des emplois. Si l'effet a été positif au début, il n'en a plus été de même après. Chaque baisse du temps de travail a été assortie tôt ou tard d'une hausse de la productivité par l'intensification du travail, et, à terme, par des pertes d'emploi si l'entreprise n'a pas augmenté sensiblement sa production. Ainsi, les équipes 3 x 8 ont été introduites suite à la journée de 8 heures. Inutile d'insister sur le tort que cette organisation du travail cause à la santé des travailleurs, à la vie familiale, etc.
Le PTB relie la diminution du temps de travail à la productivité, sans en tirer toutes les conséquences :

> « *La digitalisation, la robotisation et l'accroissement de la productivité rendent la semaine de 30 heures non seulement possible, mais aussi nécessaire*[7]. »

Le PTB est même disposé à aider (?) les entreprises qui « osent sauter le pas »… et épuiser encore plus les travailleurs ?
Baisse du temps de travail oui, mais surtout réorganisation du travail en éliminant les tâches pénibles, monotones, lourdes, en collectivisant le travail productif utile… et les travaux ménagers.

---

[6] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal. Programme du PTB. Élections fédérales et régionales 2019*.
[7] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op.cit.

L'emploi

> « *Défendre les emplois ferait le jeu des capitalistes ? Avançons la proposition inverse : ceux qui acceptent les pertes d'emploi contribueraient-ils alors à détruire le capitalisme ? Or ce n'est pas le cas non plus. […] Le combat ouvrier pour maintenir les emplois est bien un combat anticapitaliste*[8]. »

Et si la production est nuisible, comme cela est le cas pour une grande part de la production capitaliste ? Par exemple, des armes pour l'Arabie saoudite ? Par exemple, l'alimentation industrielle, la voiture en quantité, les gadgets actuels ? Défendre l'emploi, oui, mais d'autres conditions sont nécessaires pour que le combat soit effectivement anticapitaliste. Contribuer à l'élimination des productions nuisibles, soutenir celles qui sont utiles est indispensable.

Parfois, l'emploi est mieux défini, si l'on peut dire :

> *« Nous voulons de véritables emplois au lieu du service communautaire. Le critère pour être obligé d'accepter un travail est : un emploi stable et de qualité*[9]. »

Qu'est-ce qu'un emploi de qualité ? Pas de réponse. Quant à la stabilité de l'emploi :

> « *C'est le troisième axe de notre politique de l'emploi. Remettre en avant la création d'emplois publics. Et, donc, l'intervention de l'État dans l'économie. C'est le seul type d'emploi sûr aujourd'hui*[10]. »

---

[8] Raoul Hedebouw au pays de l'antiproductivisme…, version longue de l'article paru dans le Kairos 22 de novembre/décembre 2015. (http://www.kairospresse.be/article/raoul-hedebouw-au-pays-de-lantiproductivisme)

[9] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op.cit.

[10] Raoul Hedebouw, *Première à gauche*. Entretien avec Gilles Martin, éd. Aden, Bruxelles, 2013.

Autrement dit, donner le statut des ouvriers de l'État à tous les travailleurs. On en revient à ce qui a été expérimenté en Union soviétique et dans les pays qui prétendaient construire le socialisme. L'économie de ces pays a fini par stagner, avant de s'effondrer. Les ouvriers étaient, quant à eux, gangrenés par le corporatisme, la défense d'intérêts égoïstes.
Chaque solution préconisée par le PTB conduit à une impasse. On n'en a pas terminé.

L'industrie et l'État

La tentation de reprendre les recettes du passé se traduit également dans le domaine industriel, et s'ajuste aux revendications.

> « *Avant d'envisager une restructuration, les entreprises doivent chercher des alternatives, comme une diminution collective du temps de travail ou un plan de reconversion. L'employeur doit proposer des solutions. Le personnel doit avoir réellement voix au chapitre. Les travailleurs des fournisseurs et des sous-traitants doivent être inclus dans le plan social. La maison-mère qui opte pour une restructuration ou un licenciement collectif doit en assumer l'intégralité des coûts*[11]. »

Le PTB compte sur la bonne volonté des entreprises – il fut un temps où il s'opposait à tout licenciement – pour trouver une alternative, sinon elles doivent payer. On en revient aux questions traitées ci-dessus.

En général, le PTB défend l'État :

> « *On veut mettre les moyens de production aux mains de la démocratie la plus large possible. Il n'y a pas de message caché ou de double discours : oui, le PTB est pour une société où les grandes industries appartiendraient au collectif. Je parle des*

[11] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op.cit.

biotechnologies, des compagnies maritimes et ferroviaires, de la sidérurgie... Pas du cafetier du coin[12]. »

Dans la fermeture de la ligne à chaud de Seraing, l'appel aux pouvoirs publics a été pressant :

« *Ce que nous voulons, c'est la reprise de l'entreprise pour la faire gérer par l'État, sous contrôle démocratique. […] Pour permettre un contrôle véritable des travailleurs sur la gestion de l'entreprise les délégués élus du conseil d'entreprise doivent avoir le droit de connaître tous les documents et chiffres concernant production, ventes, planning stratégique, productivité. Ils doivent avoir le droit d'informer les délégations syndicales et le personnel. […]*
En attendant, rendre ces industries publiques dans le cadre du libre marché est une première étape, un premier pas, une consolidation et un premier rempart contre cette logique du profit à tout prix[13]. »

R. Hedebouw a le même avis :

« *Moi, je me souviens du temps de la CGER et du Crédit Communal. Tout allait bien*[14] ».

C'est le moment de rappeler le rôle de l'État capitaliste, au service des multinationales. Même le PTB s'en souvient, à l'occasion :

« *L'État capitaliste est là pour créer les conditions favorables à l'accroissement de la rentabilité des entreprises, pour créer pour elles de nouveaux marchés grâce à la privatisation et à la redistribution du revenu national en faveur des détenteurs de capitaux. Il est là pour faire taire ou réprimer la classe ouvrière*

---

[12] Entretien de François Brabant avec Raoul Hedebouw (13/12/12). (https://www.levif.be/actualite/belgique/raoul-hedebouw-le-ptb-n-est-pas-un-parti-de-bisounours/article-normal-127279.html?cookie_check=1549547595)

[13] Damien Robert, *Emploi, sidérurgie et reconversion dans la région liégeoise*, Études marxistes, supplément au n°96, 2011.

[14] La Meuse, 21 mai 2019.

nationale et pour garantir les intérêts du capital dans d`autres régions[15]. »

C'est entre les mains de politiciens dévoués aux grandes entreprises que le PTB voudrait confier les clés du sauvetage de l'emploi et du bon fonctionnement. Avec une première étape sans le « contrôle démocratique », c'est-à-dire en se fiant totalement à cet outil des monopoles, une constante du PTB. Quant au « fameux » contrôle démocratique, en l'absence de mobilisation populaire, il est illusoire, d'autant que les responsables syndicaux, à l'instar du PTB, n'ont jamais envisagé de renverser le capitalisme.

Il est des cas où la machine bureaucratique est préférable à l'entreprise privée. C'est vrai pour le train, mais qui prend le train régulièrement peut difficilement se contenter de la gestion étatique ; pareil pour la poste qui a son utilité, mais où – il n'y a pas si longtemps –, il fallait attendre que le malheureux employé note les numéros de compte à la main et les classifie correctement. Maintenir la SNCB dans le giron de l'État ou maintenir des bureaux de poste dans des endroits isolés est certes louable, mais de là à s'en contenter…

Il y a déjà un certain temps, Henri Houben avait pris du recul pour définir quelques bases d'une autre économie :

« *On pourrait développer quatre secteurs industriels dans lesquels le pays a une tradition et une maîtrise technique : la construction, le bâtiment ; le transport en commun ; les services de santé et le médicament ; la sidérurgie*[16]. »

Là-dessus, il avait édifié un système sans doute utopique, mais qui tentait, entre autres, de localiser l'économie. Malheureusement, il n'y eut pas de suite.

---

15 Herwig Lerouge, *La participation des partis communistes au gouvernement : une façon de sortir de la crise capitaliste ?*, Études marxistes 100, octobre-décembre 2012.

16 Henri Houben, *Contre la désindustrialisation, changer de logique*, Études marxistes 102 avril-juin 2013.

Autre exemple. Vincent Mastratisi, un des meneurs d'une longue occupation d'usine, a publié un livre apportant des idées intéressantes sur la flexibilité en améliorant le contrôle des travailleurs. Le PTB n'a pas cru bon de l'écouter, persuadé d'avoir toutes les réponses…

Le climat et l'État

> « *Il existe encore d'autres problèmes environnementaux, tels que l'épuisement des ressources naturelles, la pollution de l'atmosphère par les particules fines, l'acidification des océans, etc. Nous nous concentrerons sur le réchauffement climatique, parce que ce problème risque d'être le plus crucial pour les conditions de vie sur terre et parce qu'il a également un impact dans bien d'autres domaines*[17]. »

Dans les problèmes graves, on peut encore ajouter la perte de la biodiversité, les ondes électromagnétiques… Le PTB ne s'occupe que du climat, il laisse tomber les autres domaines ! Curieux. Ces derniers menacent pourtant l'existence même de l'humain. N'est-ce pas aller dans le sens du vent ?
Pour le climat, la recette est toujours pareille :

> « *Nous créons une banque d'investissement pour le climat pour financer la planification écologique. La banque investit chaque année cinq milliards d'euros dans les transports en commun, l'isolation des bâtiments, la recherche, les énergies renouvelables…*[18] »

L'État va nous sauver, une fois de plus. Quelle isolation ? Il y a la laine de roche toxique et la cellulose écologique. Quelle recherche ? Le résultat général des recherches scientifiques est d'augmenter les nuisances. Quelles énergies renouvelables ? Elles peuvent être

[17] *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, éd. EPO, Bruxelles, 2015.
[18] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op.cit.

causes de destruction, comme les barrages hydroélectriques qui chassent toute une population, comme les champs d'éoliennes implantés par des monopoles visant à augmenter la production…
Si l'on prend en considération l'ampleur des désastres en cours – pas seulement le réchauffement climatique –, les mesures à prendre sont nombreuses et sévères. Cela va de la diminution drastique de l'extraction des terres rares[19] et autres composants susceptibles d'épuisement, à l'arrêt du bétonnage des surfaces agricoles et de la construction désordonnée de bâtiments et de maisons, à de profondes modifications dans la production et le transport, à l'élimination de l'agriculture intensive, etc., etc. Ce qui implique des économies à tous les niveaux, des changements profonds dans le mode de vie, qui ne peuvent réussir qu'avec l'assentiment, la mobilisation de la population. Le PTB n'envisage à aucun moment la préparation de ces changements en liaison avec la population, il a choisi d'éviter tout ce qui pourrait lui faire perdre des voix dans l'immédiat et compromettre ses victoires électorales.

Et il y a les syndicats :

---

[19] Les terres rares sont un groupe de métaux aux propriétés voisines comprenant le scandium $_{21}$Sc, l'yttrium $_{39}$Y et les quinze lanthanides. (Wikipédia)
On en trouve dans de nombreux objets de notre vie courante : aimants, radiographies médicales, éclairages fluorescents, téléphones, télévisions, etc. […] Leurs propriétés électroniques, magnétiques, optiques ou encore catalytiques, en font des éléments particulièrement recherchés par l'industrie (aéronautique, automobile, technologies de l'information, etc.). C'est de ce point de vue que le terme « terres rares » trouve sa cohérence puisque les quantités disponibles restent considérées comme faibles compte tenu de leur poids économique. On les qualifie d'ailleurs également de « métaux stratégiques ».
(https://www.futura-sciences.com/sciences/definitions/chimie-terre-rare-1647/)

« *On ne le sait pas assez, mais les syndicats jouent un rôle important dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ils étaient présents en masse aux sommets sur le climat de Copenhague, Paris et Bonn. Comme l'explique Bert De Wel, représentant de la CSC à la Coalition pour le climat, une base sociale solide est indispensable pour réaliser les grands changements nécessaires à la transition climatique*[20]. »

Dans toutes les manifestations pour le climat, qui a remarqué l'appoint syndical ?
Le PTB soutient les syndicats, lesquels sont prévus pour le « contrôle démocratique » de l'État.

Les syndicats

« *Aujourd'hui, en Belgique, plus de 75 % des ouvriers, employés et fonctionnaires sont organisés dans les syndicats, qui comptent trois millions de membres. Ils sont la plus grande organisation sociale dans le pays. Ils ont […] la capacité de faire barrage à la destruction accélérée de nombreux acquis sociaux. Ils sont en mesure d'arracher de nouveaux acquis sociaux et démocratiques. C'est le premier endroit où l'unité du monde du travail se retrouve. Au PTB, nous faisons le maximum pour renforcer les organisations syndicales et encourageons l'ensemble de nos membres à s'investir dans le mouvement syndical. Nous ne prêtons pas le flanc à l'anti-syndicalisme, parce que tout ce qui déforce le syndicat déforce l'ensemble du monde du travail*[21]. »

Ce bilan n'est pas exact. Les organisations syndicales ont contribué ces dernières années au déclin du mouvement ouvrier. Voyons en bref l'historique.

[20] Solidaire 1, janvier-février 2018 (https://www.solidaire.org/articles/il-n-y-pas-d-emplois-sur-une-planete-morte).
[21] Raoul Hedebouw, *Première à gauche*, op.cit.

Après la guerre, la sécurité sociale et d'autres avantages ont bien été accordés. Pour éviter des mouvements révolutionnaires, oui, certainement, mais il a été bien précisé aussi que la productivité restait l'affaire du patronat. Les syndicats siègent dans toutes sortes de Commissions, ce que certains appellent le « contrôle ouvrier ». Sait-on que les conventions collectives sont assorties de clauses assurant la paix sociale avec récompense ou sanction selon le comportement des syndicats ? Sait-on encore qu'à Cockerill-Liège, sept délégués ont été exclus de la FGTB avant d'être licenciés, le prétexte étant qu'ils ont mené une grève sans l'accord des dirigeants syndicaux ? De nombreux délégués ont ainsi été licenciés dans les bassins industriels, après avoir été abandonnés par les directions syndicales. Depuis la grève de 1960-61, plus aucun combat d'envergure n'a été mené, seulement des mouvements ponctuels dont l'efficacité est douteuse.

Jo Cottenier, un des responsables du PTB, a écrit à la mort de Georges Debunne :

« *Rien que des louanges pour vos prestations syndicales*[22] ».

Georges Debunne était le secrétaire général de la FGTB lorsque de nombreuses grèves violant la paix sociale ont éclaté dans tout le pays, fin des années 60-début des années 70[23]. Elles ont été réprimées aussi bien par la police et le patronat que par les syndicats.
On sait que le capitalisme utilise deux tactiques : la réaction ou la réforme. Lorsque la réforme est à l'ordre du jour, les syndicats sont de la partie. La réforme est symbolisée par les conventions collectives d'après-guerre, qui donnent d'une main pour reprendre de l'autre.
Actuellement, c'est la répression qui est en pointe, alors le PTB soutient les syndicats en arguant qu'ils sont visés par le

[22] Solidaire 35, septembre 2008.
[23] Il fut un temps… : « Debunne fraie le chemin au renforcement du capitalisme d'État » (TPO 33, mai 1975).

gouvernement. À nouveau se pose la question : n'est-ce pas en premier lieu pour acquérir une base électorale ?

Ce soutien s'est aussi manifesté au cours d'une action menée à Ougrée contre l'usine de pesticides Chimac-Agriphar. Version du PTB :

> « *Autre combat mené par la section locale du PTB : celui autour de Chimac-Agriphar, usine très polluante, classée Seveso, qui fabrique, entre autres, des engrais. Depuis des années, l'usine ne respectait pas certaines règles. Aucun chemin d'évacuation n'était prévu et certains filtres n'étaient pas conformes. "Nous avons collaboré avec les délégués syndicaux autant qu'avec les riverains, souligne Aurélie Stocq, car les problèmes que rencontraient ces derniers touchaient aussi et en premier lieu les travailleurs". Hans Krammisch et Liliane Picchietti […] ont alors travaillé d'arrache-pied et ont finalement organisé une réunion tripartite avec la ville. Cela a abouti à ce que de nouveaux filtres soient installés, le chemin tracé et ce, sans perte d'emploi*[24]. »

Ce n'est pas une usine d'engrais, les militants du PTB n'ont eu aucun rôle dans ce qui a été obtenu (« certains filtres n'étaient pas conformes », il faudrait dire qu'« aucun filtre n'était installé »). En réalité, cette entreprise polluait depuis qu'elle produisait (formulait) des pesticides ; la délégation syndicale n'a rien changé pendant des années, tout opposant – en général, des membres de la CSC – était licencié. Il a fallu l'incendie de 2005 pour que le comité de riverains se forme et le déversement des pesticides dans la Meuse de 2007 pour que ses demandes soient répercutées dans les médias. La Région wallonne s'est également inquiétée. Le comité des riverains a mené des actions et a fait signer une pétition dans les rues d'Ougrée (pétition de 3 000 signatures, dont les principales demandes ont été rencontrées, mais qui a été refusée par le PTB). Une seule réunion a eu lieu avec le responsable syndical Marc Goblet – futur président de

[24] Solidaire 25, juin 2012.

la FGTB – et la délégation syndicale de l'usine ; ils ont essayé de convaincre le comité des riverains… que le syndicat se chargeait de tout régler. Finalement, des filtres ont été installés, une garde de nuit a été mise en place, l'arrosage automatique a été complété, etc. Le chemin d'évacuation d'un quartier d'Ougrée est venu après. Les emplois n'ont jamais été menacés, d'autant que l'entreprise est bénéficiaire.

Les réfugiés

Pendant des années, la lutte contre le racisme a été un des chevaux de bataille du PTB – avec des nuances sur lesquelles nous reviendrons – le « renouveau » s'est traduit par un éloignement vis-à-vis des réfugiés. Hélas, ils ne sont pas des électeurs.

> « *Nous évaluons par une commission indépendante les demandes de personnes sans papiers pour obtenir un titre de séjour sur base de critères clairs et objectifs*.[25] »

Les critères « objectifs » ne sont définis nulle part, il est seulement fait référence à la Convention de Genève que tous les partis traditionnels ont reconnue et qui ne sauve que les réfugiés politiques. Les critères « clairs » sont des cas extrêmes :

> « *Ces demandes doivent répondre à des critères clairs, transparents et permanents : des "attaches durables" (travail, liens sociaux, connaissance de la langue) ; une trop longue procédure d'asile ; une situation humanitaire personnelle grave ; être un mineur d'âge non accompagné.*[26]»

Et les autres ? La grande masse. Ceux qui fuient la misère, le réchauffement climatique, les conséquences des productions nuisibles… ? Faut-il les refouler comme des criminels ? Silence.
Rappelons au PTB – qui se targue de poursuivre la tradition de la Résistance communiste – qu'avant-guerre, de nombreux immigrés

[25] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.
[26] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

qui sont venus illégalement en Belgique et qui n'ont pas été reconnus comme « réfugiés politiques » ont été de magnifiques résistants en 40-45.
C'est une autre Europe qui est nécessaire, mais il est trop tôt pour en préciser les contours. Que sera l'internationalisme, quels seront les liens entre les populations du monde, ce sont de vastes questions actuellement sans réponse.

L'alimentation

> « *Aller dans des magasins moins chers, faire la chasse aux bons de réduction, manger moins de fruits et légumes, cultiver soi-même des patates... chacun a sa ou ses solutions. Mais au fond, alors que nous produisons toujours plus de richesses dans nos pays prospères, pourquoi devrions-nous nous priver ? N'y a-t-il rien d'autre à faire ? N'est-il pas grand temps que le futur gouvernement inscrive dans son futur programme des mesures pour faire en sorte que tout le monde puisse manger sans se priver*[27] ? »

La question des privations ne concerne qu'une minorité de la population ; le gaspillage n'est-il pas le lot de la majorité ? Plus grave encore, les aliments industriels manquent de nutriments[28] et contiennent des pesticides et d'autres additifs toxiques, ils nuisent à la santé humaine, provoquent des dévastations au sud (destruction de la forêt amazonienne pour l'huile de palme, le soja) et au nord (agriculture intensive tuant le sol, etc.).
« On est foutu, on mange trop, qu'est-ce qu'on fera quand on sera gros ? » chantait déjà Souchon dans les années 80, pointant la dépendance alimentaire, nouvelle forme de défoulement au mode de vie et de travail aliénant.

---

[27] Alice Bernard, *Comment (bien) manger sans se ruiner ?*, Solidaire 32, septembre 2007.
[28] Par exemple, une pomme de 1950 contient 100 fois plus de vitamine C qu'une pomme actuelle (Terra eco et rue89).

La revendication de « manger sans se priver » passe à côté de ces différents problèmes de fond.
Quoique :

> « *Nous commençons par instaurer des repas sains et des fruits gratuits dans les écoles*[29] ».

Mais c'est quoi un repas sain et de quels fruits s'agit-il ? Les pesticides sont-ils admis ou pas ?

> « *Nous rendons l'AFSCA – l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaine alimentaire – plus efficace et plus transparente. Elle doit opérer prioritairement dans les structures de l'agro-industrie où les risques sont les plus élevés. Les petits producteurs et les coopératives, au lieu d'être sanctionnés, sont soutenus et accompagnés pour améliorer la qualité de leurs produits et garantir le respect des normes sanitaires*[30]. »

Rien sur les pesticides et autres additifs nocifs, et l'AFSCA serait le gardien des « normes sanitaires ». Les aliments industriels sont, en général, nuisibles malgré les… normes sanitaires. L'AFSCA n'est pas apte à contrôler les petites structures, elle est d'ailleurs chargée de les fermer, malgré toutes les déclarations apaisantes des ministres et responsables de l'AFSCA. Rappelons seulement que les normes sanitaires ont été définies par la NASA pour les cosmonautes dans l'espace et sont basées sur la chaîne du froid, peu à voir avec la petite production.
Le PTB se situe en dehors du mouvement petit-bourgeois cherchant à se nourrir convenablement et prenant toutes sortes d'initiatives : soutien à l'agriculture paysanne de diverses manières, groupes d'achats, magasins sous forme de coopératives, circuit court, etc. Cette tendance, quand elle percolera dans les classes populaires, fera partie de la solution.

---

[29] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.
[30] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

L'agriculture

> « *Pour la première fois, les six plus grandes organisations du secteur (FWA, le Boerenbond, l'ABS, la FUGEA, le MIG et la FJA) travaillent en front commun et appellent à manifester*[31] [le 6 septembre]. »

En quoi est-ce un succès que les petits producteurs se mettent à la remorque des gros producteurs (Boerenbond et FWA) ? Le PTB parle de ce qu'il ne connaît pas.

> « *Nous conseillons les agriculteurs pour une utilisation la plus limitée possible de pesticides et d'engrais*[32]. »

Il est tout à fait possible d'éviter pesticides et engrais chimiques, c'est préférable. Agrisain (coopérative d'agriculteurs dans le Hainaut) tolère encore un herbicide au début de la culture, c'est un maximum. Les pesticides chimiques ne devraient servir que dans les cas graves menaçant toute une récolte, et encore… Chaque pesticide chimique est dangereux à des degrés divers et le principe de précaution n'a pas vraiment de sens :

> « *Nous appliquons le principe de précaution pour l'autorisation de nouveaux pesticides avec de nombreux tests et une période de surveillance suffisamment longue*[33]. »

D'une part, tous les pesticides chimiques sont dangereux, d'autre part, les cocktails (mélange de pesticides) ne sont quasiment pas étudiés, les seuils changent régulièrement, les effets neurologiques sont rarement pris en compte dans les tests « officiels », etc. Les pesticides chimiques provoquent toutes sortes de maladies, qui vont du cancer aux maladies auto-immunes (diabète, par exemple), en passant par l'obésité, les malformations génitales, ils portent atteinte

---

[31] Hans Soete et Jonathan Lefèvre, *Pourquoi les tracteurs bloquent les routes*, Solidaire 9, août 2015.

[32] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

[33] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

aux défenses immunitaires et au système endocrinien, etc., etc. Précisons que les organismes « officiels » de l'UE ou des États-Unis sont plus amis avec les lobbies de la chimie qu'avec les critiques.

La foi dans les produits « modernes » conduit le PTB non seulement à admettre de nouveaux pesticides, mais aussi à trouver la recherche sur les OGM positive, à certaines conditions :

> « *Un pas qualitatif a été franchi avec le génie génétique, permettant de modifier directement le génome des êtres vivants. On parle alors d'organismes génétiquement modifiés ou OGM. En soi, cette évolution n'est pas négative. Mais cela devient problématique lorsque la recherche est dans les mains de grands groupes privés, dans le seul but de faire du bénéfice. Elle augmente alors la dépendance des agriculteurs du secteur agro-alimentaire et est orientée, par exemple, vers le développement de variétés résistantes à certains pesticides (comme le glyphosate), au lieu de variétés résistantes aux maladies. De nombreuses questions se posent aussi sur les effets écologiques à plus long terme des cultures d'OGM, car ces plantes peuvent se propager hors des champs, se croiser avec des plantes sauvages ou encore affecter les populations d'insectes. Nous prolongeons donc l'actuel moratoire sur la mise en culture d'OGM en Belgique*[34]. »

L'introduction d'un corps étranger dans la plante a des effets négatifs pour la plante comme pour l'environnement. Les OGM et autres succédanés ont été étudiés et se sont révélés nuisibles pour l'alimentation, la question ne se pose plus depuis longtemps. Les variétés de plantes résistant aux maladies qui existent déjà ont été obtenues par une sélection au sein de la même plante, rien à voir avec les OGM.
Si le PTB arrive un jour au pouvoir, « ce ne sera pas triste », a estimé Jacques et c'est vrai à pas mal d'égards.

[34] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

La productivité et la recherche scientifique

Nous retrouvons la confiance du PTB dans les technologies modernes à propos de la productivité de l'industrie :

> « *Le niveau des connaissances scientifiques et techniques, l'informatique et les télécommunications, les méthodes de production sophistiquées donnent à l'humanité des possibilités insoupçonnées d'organiser rationnellement la production. Tous les moyens sont à disposition pour accorder les forces productives aux besoins de la population tout en respectant les ressources naturelles et l'environnement*[35]. »

Ce ne sera pas si simple si l'on considère les dégâts commis par ces fameuses technologies, à commencer par les ondes électromagnétiques se révélant de plus en plus nuisibles, en continuant avec l'inféodation mentale des travailleurs enchaînés aux ordinateurs et en terminant avec le transhumanisme extrêmement dangereux pour l'espèce humaine. Ce ne sont que quelques exemples…

Miser sur la recherche scientifique publique, c'est-à-dire soumise à des autorités publiques elles-mêmes dépendantes des multinationales nous promet des résultats biaisés :

> « *Nous refinançons la recherche scientifique publique au service du progrès social, de l'innovation écologique, de la culture... Aussi, nous stimulons aujourd'hui, par exemple, la recherche scientifique publique vers les secteurs comme l'économie hydrogène, la mobilité douce, l'efficacité énergétique, la préservation de la nature, les soins de santé, la culture, l'allègement du travail par l'introduction des nouvelles technologies*...[36] »

Les chercheurs qui ont « pondu » notre société capitaliste vont-ils se reconvertir ? Les experts qui planent au-dessus de la population pour

---

[35] *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.

[36] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op.cit.

aider les multinationales à rendre les voitures plus rapides, à inventer de plus gros avions pour polluer partout dans le monde, pour trouver des médicaments aux effets secondaires aggravant nos ennuis de santé, pour mettre au point le dernier pesticide chimique inoffensif… jusqu'à ce qu'on trouve son point de nuisance, etc., etc. vont-ils se remettre en question ? Il faudra beaucoup de temps pour que cela change…

En combinant l'apport de la population et des recherches sérieuses menées par de rares scientifiques indépendants, l'on progressera pour améliorer le travail et la vie quotidienne. Les lanceurs d'alerte sont fort probablement les précurseurs de ce que sera la science demain.

Que penser de :

> *« Nous misons sur un Internet rapide, gratuit et ouvert, en priorité dans tous les lieux et bâtiments publics. La technologie doit être disponible pour tous*[37]. » ?

Internet, c'est des ondes électromagnétiques nuisibles, une vie virtuelle souvent nuisible, une dépense considérable d'énergie, des écrans mauvais pour les yeux…

Formule également ambiguë :

> « *Nous nous opposons à l'introduction obligatoire de compteurs intelligents*[38] ».

S'agit-il seulement d'une opposition à la contrainte ?

[37] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op.cit.

[38] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op.cit.

La technologie et le Sud

La confiance dans le monde occidental et sa technologie conduit le PTB à prolonger le « paternalisme » à l'égard du Sud.

Le Sud est vu sous l'angle de la famine. C'est R. Hedebouw qui parle :

> « *Mais au sud se pose la question de la quantité pour des gens qui manquent même de calories*[39]. »

Ou de l'extrême pauvreté :

> « *Quand on voit le niveau économique de certains pays africains, par exemple sans chemin de fer, c'est l'absence de tout. Tout pays a besoin d'une infrastructure minimale pour faire tourner don économie.*[40] »

Et de venir avec « nos » solutions et notre technologie. Toujours R. Hedebouw :

> « *Qu'on n'aille pas dire à ces millions d'Africains qui attendent des tracteurs pour labourer la terre qu'il y a trop d'acier dans le monde*[41]. »

Ou encore :

> « *Nous soutenons le développement durable des pays du Sud grâce au transfert de technologies environnementales avec gratuité des licences sur les brevets*[42]. »

Bref, dit R. Hedebouw

> « *Le Sud global a besoin d'un transfert de technologies de notre part*[43] ».

La solidarité, cela va dans un seul sens, selon R. Hedebouw :

---

[39] Kairos 22, op. cit.
[40] Kairos 22, op. cit.
[41] Raoul Hedebouw, *Première à gauche,* op. cit.
[42] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.
[43] Kairos 22, op. cit.

« *Je ne pense pas que l'on puisse développer l'agriculture dans les pays pauvres sans apport technique moderne. Il y a moyen d'utiliser la technique autrement, sans devoir revenir à une agriculture familiale à petit échelle qui n'est pas une solution d'avenir. Les pays européens ont une responsabilité envers le Tiers-Monde pour leur exporter des technologies, leur apporter des connaissances scientifiques avec lesquelles ils suivront leur propre chemin et restructureront leur économie qui a été détruite. Nous devons être solidaires.*[44] »

L'Amérique latine nous apprend le « bien vivre » et l'intimité avec la nature, l'Inde et d'autres pays sauvegardent les semences indigènes et pratiquent l'agroforesterie, etc. Il y a bien des choses à apprendre du Sud… et bien des technologies du Nord à rejeter.

La médecine gratuite et la santé publique

La santé de la planète et de l'humanité est le domaine où se manifestent le plus crûment les effets dévastateurs du système en place.
La santé humaine va mal, comme celle de la planète.
Le PTB aborde la santé publique principalement sous l'angle de l'argent.

« *Programme de Médecine pour le Peuple et du PTB en matière de soins de santé » :*
« Financement de l'assurance-maladie », « Médecine gratuite », « Mise en place d'un Service National de Santé démocratique », « Suppression de la médecine de contrôle », « Suppression de l'Ordre des Médecins », etc.[45]

Puis s'est ajouté :
« *Des médicaments meilleur marché via l'introduction du modèle*

[44] Kairos 22, op. cit.
[45] *Y en a marre des tunnels*, éd. PTB, 1992, Bruxelles.

kiwi[46]. »

« *Nous instaurons le modèle kiwi d'appels d'offres publics pour l'acquisition de médicaments, tel qu'appliqué en Nouvelle-Zélande, et réduisons ainsi de manière drastique les prix des médicaments*[47]. »

Toujours l'argent :
Kris Merckx :

« *À Seraing, Médecine pour le Peuple a fondé le C-DAST (Centre de défense et d'action pour la santé des travailleurs), ce centre s'occupe tout particulièrement des problèmes de santé liés au travail. Le centre travaille en collaboration avec les syndicats, propose des mesures concrètes et offre une assistance médicale aux victimes d'accidents du travail, notamment dans leurs démarches pour l'obtention de l'indemnité d'invalidité.*
Le long combat de Dirk Van Duppen pour que les maladies du dos soient reconnues comme maladies professionnelles, que je décris dans mon livre, prouve qu'une expertise scientifique bien documentée peut donner des résultats positifs[48]. »

Pas un mot sur les effets toxiques de pas mal de médicaments chimiques et sur les maladies nosocomiales contractées dans les hôpitaux ; effectivement, les médicaments sont chers, effectivement, certains honoraires sont trop élevés. L'aspect financier est important, certes, mais se limiter à cela, c'est prendre le sujet par le petit bout de la lorgnette, car la situation est grave et elle empire, ce qui se traduit par une baisse de l'espérance de vie en bonne santé et même de l'espérance de vie certaines années.

Les anomalies croissantes des défenses immunitaires se révèlent par des symptômes tels que les allergies et l'asthme ; en Belgique,

---

[46] PTB-GO, *Notre avenir est social*, op. cit.
[47] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.
[48] Solidaire 46, décembre 2008.

désormais, 30 à 35 % des enfants ont des allergies (25 % il y a quelques années)[49] et 12-13 % ont de l'asthme[50]. Les chiffres moins élevés pour la population globale, respectivement 15 à 20 % et 5 à 7 %, indiquent une progression des symptômes dans le temps et non un renforcement de l'immunité avec l'âge[51].

Les maladies nosocomiales (maladies contractées lors des hospitalisations) concernent moins les jeunes, mais présentent un caractère inquiétant, car elles révèlent le danger des bactéries résistantes aux antibiotiques. L'injection de multiples vaccins à des enfants peut entraîner des effets secondaires dangereux. Bactéries et virus ont tendance à être plus virulents, phénomène qui aggrave les conséquences des défaillances des défenses immunitaires. Les maladies virales sont en expansion.

Les maladies neurotoxiques (système nerveux, cerveau…) ne sont pas répertoriées systématiquement; on sait cependant que l'hyperactivité est devenue fréquente : 3 à 5 % des enfants de 6 à 12 ans seraient concernés par l'affection, soit 74 000 enfants[52].

Dans les maladies relativement récentes, les maladies auto-immunes (l'organisme agresse ses propres cellules) ont tendance à augmenter[53], tel le diabète de type 1 qui concerne principalement les jeunes[54].

---

[49] GA²LEN (Global Allergy and Asthma European Network), Annual Conference 2006.

[50] www.lasante.be.

[51] Colloque REACH: *Nos enfants en contact avec les produits chimiques dangereux : jusqu'à quand ?*, organisé par Étopia, Bruxelles, 17 octobre 2005 : Dr Jean-Luc Halloy, *Allergie en milieu scolaire, curiosité ou problème inquiétant ?*

[52] Le Soir, 29 mars 2006 : interview d'I. Pelc, professeur de psychologie médicale à l'ULB et chef du service de psychiatrie au CHU Brugmann ; réponse du ministre Demotte à une question parlementaire.

[53] Voir, par exemple : http://www.pharmclin.uhp-nancy.fr/astiercours : Philippe Dorion, Les maladies auto-immunes, 2005.

[54] Francis Capat, Roseline Detaille, Jean Tafforeau, Herman Van Oyen, *Diabète, état des connaissances en Belgique et apports d'éléments pour l'élaboration*

Les malformations congénitales et les maladies orphelines (ces maladies négligées, soit parce que les remèdes n'existent pas, soit parce que le nombre des malades est insignifiant en regard des moyens à mettre en oeuvre pour la recherche et les soins) concernent beaucoup de jeunes. Le nombre de malformés resterait stable, mais comme les avortements préventifs sont plus fréquents, cela signifie au total une augmentation[55].

Aux États-Unis, un homme sur deux et une femme sur trois auront un cancer[56]. Les cancers sont en hausse partout, même en tenant compte de l'âge[57]. Le plus inquiétant est la hausse continue des cancers (de 1 % par an) chez les enfants, dans plusieurs pays occidentaux. Ces cancers sont spécifiques (proportionnellement plus fréquents que d'autres, si on compare avec les adultes): leucémie, cancer du cerveau, lymphome[58]. Il est probable que le processus commence dans l'utérus. Même si la mortalité est plus basse que celle de la population – 21 % pour les enfants, comparé à 56 % pour les hommes et 42 % pour les femmes – le signal est inquiétant[59].

Enfin, les maladies chroniques telles que le diabète, l'obésité, le mal de dos, les migraines, la tension élevée concernent 24 % de la population en Belgique, certaines comme l'obésité, les allergies et l'asthme, le diabète de type 1 commencent dès le jeune âge[60].

---

d'une politique de santé, Centre de recherche opérationnelle en Santé publique, Direction générale de la Santé, 1999.

[55] Pr D. Belpomme *Ces maladies créées par l'homme*, Albin Michel, Paris, France, 2004.

[56] Richard Clapp, Genevieve Howe, Molly Jacobs-Lefevre, *Environmental and Occupational Causes of Cancer*, University of Massachusetts Lowell, 2005.

[57] Pr D. Belpomme *Ces maladies créées par l'homme,* op. cit.

[58] Dr J. Sténuit et M-L. Van Hammée, *Aperçu sur l'épidémiologie des pesticides*, Belgique, 2004.

[59] E. Van Eycken, N. De Wever, *Cancer Incidence and Survival in Flanders 2000-2001*, Flemish Cancer Registry Network, VLK, Brussels, 2006.

[60] *Enquête par Interview 2004*, Institut scientifique de Santé publique, section d'épidémiologie, 2006.

Les anomalies dans la reproduction humaine se répandent, particulièrement pour le sexe mâle. Environ 15 % des couples sont stériles[61], le nombre de bébés mâles serait en régression, des aberrations comme les malformations du pénis et des testicules (non-descente…) sont plus fréquentes. Des perturbations hormonales en seraient la cause principale. Les anomalies peuvent se manifester seulement à la 2e ou 3e génération après la contamination[62]. Les atteintes à la reproduction menacent l'avenir de l'espèce humaine, elles s'ajoutent aux autres symptômes visant les jeunes[63]. Les perturbateurs endocriniens entraînent de nombreux autres ravages dans le corps.

Les pesticides et les autres produits chimiques toxiques, les ondes électromagnétiques, les nanoparticules, les rayonnements nucléaires qui pénètrent dans le corps sont les responsables principaux de cette catastrophe sanitaire.

Améliorer la santé de la population est une tâche particulièrement ardue. L'essentiel est de réduire les causes des maladies et de mieux soigner celles-ci. La prévention implique de meilleures conditions et organisations du travail, une meilleure alimentation, l'arrêt des pollutions de tout genre. En cas de maladie, le recours aux médecines douces passe avant la médecine allopathique.

Pourtant, le PTB est conscient d'une partie des problèmes :

> « *Ce sont aussi nos médecins qui, au moment des réformes des pensions, ont démontré à travers plusieurs études auprès de leurs milliers de patients de quartiers populaires que 75 % d'entre eux*

---

61 Pr D. Belpomme, *Guérir du cancer ou s'en protéger*, Fayard, Paris, France, 2005.

62 F. Veillerette, Pesticides, le piège se referme, Terre Vivante, Mens, France, 2003 ; Our reproductive health and chemical exposure: a review of the evidence for links between decline in human reproductive health and our exposure to hazardous chemicals, Greenpeace report, 2006.

63 *Manifeste pour la sauvegarde de l'enfance face à la pollution (projet)*.

âgés entre 55 et 65 ans souffraient de maladies chroniques, et que plus de 50 % de ces patients entre 55 et 65 ans souffraient de maladies musculaires[64]. »
« *En dix ans, le nombre de travailleurs malades a grimpé de 33 %*[65]. »

Je ne sais pas si ce chiffre est exact, mais la médecine gratuite ne fera jamais que « dorer » la pilule amère des décès et des maladies évitables, causées par l'homme.

Face au coronavirus
La propagation du coronavirus a provoqué une immense vague de solidarité, rompant avec l' « individualisation » de la vie quotidienne. Des militants du PTB se sont dévoués, parmi d'autres, pour soutenir les personnes plus fragiles, en leur téléphonant régulièrement, en faisant leurs courses, etc. Médecine pour le Peuple a même fourni des masques lorsqu'il en manquait cruellement. Tout cela est en concordance avec le mot d'ordre du PTB « Les gens d'abord, pas le profit ».

Le problème qui se pose est : que fait le PTB pour que cela n'arrive plus, pour empêcher que de nouvelles pandémies apparaissent ? C'est bien la question essentielle, car le coronavirus s'ajoute à toutes les nuisances bien connues, déjà très graves.

En dehors des critiques au gouvernement sur l'austérité imposée aux hôpitaux, sur le manque de masques au début, sur la confusion des mesures prises, etc., toutes critiques que bien des gens font d'eux-mêmes, quel a été l'apport du PTB ?

Quand le PTB essaiera-t-il de transformer la société ?

---

[64] Raoul Hedebouw, *Première à gauche*, op.cit.
[65] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

Dans le combat contre le coronavirus, le président du PTB, Peter Mertens a scandé avec conviction : tester, tracer, isoler, en attendant un vaccin (le vaccin, remède miracle, mais si la souche change, comme c'est souvent le cas ?). Bien. Et après, on attend la prochaine épidémie ?
Non, dit Raoul Hedebouw, qui fait la promotion d'une manifestation intitulée « La grande colère », avec le mot d'ordre « Secouons-les ». Donc, comptons encore sur les dirigeants actuels en « les secouant », et tout ira mieux…
Les docteurs du PTB, Sofie Merckx et Anne Delespaul, réclament un système public fort non fondé sur le profit. C'est exactement de la même nature que les positions de Raoul Hedebouw, à savoir maintenir le système actuel avec quelques améliorations. Car l'État est au service des dirigeants d'entreprises multinationales, ce qu'il cède aux travailleurs – contraint et forcé – est récupéré dès que possible. Est-ce l'avenir promis par le PTB ?

Une des causes possibles de la maladie est la fuite d'un virus résultant d'une manipulation génétique opérée dans un laboratoire chinois ; si c'est le cas, cela remet en question les recherches insensées (pas seulement en Chine, mais aux États-Unis, en France…) qui, à l'instar du transhumanisme, visent à modifier artificiellement les lois de la nature et à conduire finalement à l'extinction de l'humanité.
Le PTB met le doigt sur une des autres causes possibles de la maladie. Il dénonce la destruction des forêts par l'agro-industrie, qui rapproche dangereusement les animaux sauvages des humains, et prend la défense de l'agroécologie et l'agroforesterie (passons sur le souhait irréalisable que la recherche scientifique appuie cette orientation – seuls des chercheurs éclairés et révoltés interviendront).
Mais, en pratique, que fait le PTB pour transformer nos sociétés ? Rien, comme on a pu le constater en écoutant le président et le porte-parole du PTB.
Il existe cependant un courant de personnes issues de la petite bourgeoisie (« classes moyennes ») qui soutient activement

l'agroécologie dans notre pays, par des dépôts de paniers, des groupes d'achats, etc. Ces initiatives sont bien insuffisantes, puisque c'est l'économie entière qu'il faut transformer, mais ce sont des premiers pas. Comme ces groupes ne forment pas la base sociale du PTB, celui-ci s'en désintéresse, tout simplement.
Le PTB a préféré soutenir ce responsable syndical qui, tout en demandant l'arrêt des productions non essentielles pour protéger les travailleurs, voudrait que le gouvernement qui a des participations dans l'industrie (par exemple, dans l'aéronautique, dit-il), refuse les restructurations et les licenciements ; il appelle à une « politique industrielle publique avec des normes communes à tous les États pour garantir la qualité de l'emploi ». Aucune remise en cause des productions nuisibles – où justement le développement de l'aéronautique, pour prendre un exemple, est polluant, engendre le transport de maladies, un tourisme de masse détruisant l'environnement, le transbordement de marchandises superflues, etc. On ne découvre aucune volonté de défenestrer les gouvernements en place. À nouveau, ne se manifeste que la volonté de prendre une part du gâteau.

Le PTB est et reste le parti qui harcèle le Parti socialiste (PS) pour « améliorer » le capitalisme, à un moment où tous les signaux sont au rouge.
Est-ce trop sévère que d'affirmer que le PTB mène une diversion pour que la population s'accroche encore un peu plus longtemps à la société actuelle ?

L'enseignement

L'enseignement devrait préparer les jeunes à assumer la transformation de la société.
Or, que préconise le PTB ? La mixité sociale :

> « *Il faut beaucoup plus de mixité sociale dans les écoles. C'est-à-dire des enfants issus de tous les milieux sociaux dans chaque école. […] Dans les pays où règne la mixité sociale dans les écoles,*

on constate à la fois moins d'inégalités et des résultats moyens plus élevés que chez nous[66]. »

Déjà, en 2001, la mixité sociale est défendue :

« *Aujourd'hui, une des plus grandes sources de sélection sociale dans l'enseignement supérieur est la sélection organisée dans l'enseignement secondaire. Plus de la moitié des jeunes, pour l'écrasante majorité enfants d'ouvriers, est orientée dès 12, 13, 14 ou 15 ans vers les filières techniques et professionnelles. Ces filières, toujours moins générales et plus professionnalisantes, sont un des instruments majeurs de la sélection sociale. Elles coupent la majorité des jeunes de tout savoir théorique et général*[67]. »

Le « savoir théorique et général » est celui de la bourgeoisie, à la rigueur de la petite bourgeoisie et conduit les étudiants à devenir des cadres du capitalisme. Quelques cours sur l'environnement ou sur les inégalités n'y changeront rien.

Beaucoup d'enfants d'ouvriers ne sont pas familiers avec les abstractions et d'ailleurs peu d'enfants supportent d'être assis sans bouger pendant des heures. L'enseignement devra être profondément transformé pour correspondre à la fois aux besoins réels de la société et aux capacités des enfants des milieux populaires.

Qui douterait de l'orientation du PTB est rassuré :

« *Nous garantissons un accès pour tous à l'enseignement supérieur sans mécanisme de sélection comme des examens ou tests d'entrée*[68] ».

---

[66] Solidaire 44-45, novembre 2007.

[67] Benjamin Pestieau et Marc Botenga, *Quelle société pour quel enseignement ?*, Études marxistes 56, 2001, EPO.

[68] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

Aller à l'université, le rêve de chaque élève ? Pour servir à quoi ? Mai 68 est loin, bien loin…

La démocratie

> « *Je suis toujours étonné de voir à quel point nos politiciens traditionnels se complaisent dans une autosatisfaction par rapport à notre système démocratique alors qu'en fait, notre démocratie est très faible et qu'elle s'affaiblit encore plus en temps de crise*[69]. »

« Démocratie très faible », donc nous vivons en démocratie ? Apparemment oui, on peut presque dire ce que l'on veut, mais si l'on gêne ? Qui gêne actuellement ? Julien Lahaut était considéré par toute une frange du pouvoir comme un élément dangereux et il a été assassiné. On connaît désormais le réseau qui s'en est chargé. André Cools aussi, pour d'autres raisons, était considéré comme un gêneur. Dans toutes les soi-disant démocraties, il y a des assassinats d'hommes politiques, sinon le pouvoir tente de les neutraliser en les achetant, en les discréditant, etc. Voyez le sort des médias alternatifs, voyez le contenu de la télévision, de la radio, ce n'est pas la démocratie.
Et nous n'avons encore rien dit de la « pratique démocratique » de nos gouvernants dans les pays du Sud où ils soutiennent les pires dictatures et les guerres d'agression ; le nombre de tués et de blessés dans ces pays est indéterminé, mais élevé. Au Congo, Lumumba et Kabila ont été assassinés sur ordre ou avec la complicité des dirigeants belges et occidentaux.

La sympathie du PTB pour « notre » démocratie ne connaît pas beaucoup de limites :

[69] Raoul Hedebouw, *Première à gauche*, op. cit.

« *Nous renforçons le mandat des juges d'instruction. Une enquête judiciaire dirigée par un juge d'instruction est efficace et offre les garanties nécessaires aux prévenus et aux victimes*[70]. »

Le juge Langlois mérite-t-il cette affection, lui qui a bousillé l'enquête sur Dutroux et consort ? Le juge Connerotte a été écarté, lui aussi était un gêneur… Or, cette enquête était la plus importante de ces dernières années ; auparavant, celle sur les tueurs du Brabant avait également été menée pour ne pas aboutir…
Alors que les lois répressives se sont succédé ces dernières années, le PTB ne se préoccupe que des nouvelles lois :

« *Nous organisons un audit relatif à l'efficacité des lois anti-terroristes existantes. De nouvelles lois ne peuvent impliquer de restriction aux droits démocratiques*[71]. »

Et de donner des conseils au service de renseignement protégeant le pouvoir en place :

« *Les services de renseignement doivent collecter des données plus ciblées et se concentrer sur les personnes qui représentent un réel danger pour notre sécurité au lieu d'espionner toute la population*[72]. »

Comme si le service de renseignement ne surveillait pas tout ce qui pourrait menacer les autorités… Comme si le service de renseignement pouvait se mettre au service de la population…
Il faudrait vraiment de la mauvaise volonté pour considérer le PTB comme une menace pour le capital !

---

[70] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.
[71] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.
[72] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

Le féminisme

Encore une fois, le simplisme domine.

> « *Or, si depuis cinquante ans, la durée de cette surcharge a diminué, c'est davantage grâce au lave-linge et au lave-vaisselle qu'à un plus grand engagement des hommes dans les activités ménagères*[73]. »

Prétendre que la surcharge des femmes a diminué n'est pas exact. La somme des corvées féminines est telle que le temps libre n'est pas pour elles ; si le travail domestique est moins lourd qu'auparavant, il est tout aussi abrutissant : lessive chaque jour, courses, conduite des enfants à toutes sortes d'activités, cuisine, vaisselle, etc. Une plus grande contribution des hommes allègerait quelque peu la vie quotidienne des femmes, pour autant que ce ne soit pas prétexte à ajouter de nouvelles tâches. Néanmoins, une issue serait à la fois de simplifier le travail ménager et de le collectiviser pour éliminer ces corvées au maximum.

Le PTB persiste et signe :

> « *L'égalité entre les femmes et les hommes est l'égalité dans laquelle les hommes s'engagent autant que les femmes au travail domestique et à l'éducation des enfants. L'égalité exige aussi de mettre fin aux discriminations dans l'accès à l'emploi, aux différences de salaire et de pension*[74]. »

Les discriminations sont réelles, injustes, mais leur disparition ne suffit nullement à transformer la vie des travailleuses.

---

[73] Peter Mertens, en collaboration avec David Pestieau, *Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold-up*, éditions Aden, 2012, Lasne.

[74] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

Les classes sociales

À qui s'adresse le programme du PTB ? Quelles couches sociales pourraient le mettre en œuvre ?

La classe ouvrière est la base sociale d'un parti communiste. Effectivement, le PTB s'est référé à la classe ouvrière :

> « *Le PTB parle également de la prolétarisation des métiers intellectuels et de services, tout en insistant sur le rôle inattaquable du prolétariat industriel, comme avant-garde de la classe ouvrière*[75] ».

Position réaffirmée quelques années plus tard :

> « *Les grands secteurs productifs constituent les principaux bastions d'expérience et de lutte d'un côté, d'importance économique de l'autre. C'est là, au cœur de l'économie, que nous voulons être actifs. Notre histoire sociale nous apprend que c'est souvent dans les grandes chaînes de production industrielle et dans les secteurs clés que le mouvement ouvrier se trouve le plus avancé en organisation et en lutte*[76]. »

Néanmoins, en 2015, le PTB devient le parti de « la classe ouvrière au sens large » :

> « *Un parti de principes, un parti souple, un parti de travailleurs, tel est l'intitulé du texte de ce congrès. Le PTB est un parti de la classe ouvrière au sens large, un parti du 21e siècle, un parti ferme sur les principes qui se base sur le marxisme et vise le socialisme […] Le PTB est en premier lieu le parti de la classe des travailleurs, qui est la seule force fondamentale dans la lutte sociale pour des réformes et un changement de société. La classe des travailleurs*

[75] Jo Cottenier, *La composition de la classe ouvrière*, Études marxistes, Revue n° 43, 1998, EPO.

[76] *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.

(ou classe ouvrière au sens large), c'est l'ensemble de la population qui travaille pour un salaire.[77] »

Qui sont les « travailleurs » :

« *Qu'il s'agisse des sidérurgistes, des travailleurs de la santé, des enseignants, des chômeurs ou que ce soit dans les chaînes de restauration ou dans le secteur bancaire, il s'agit bien d'une seule classe de travailleurs qui travaillent en échange d'un salaire. Les 4,2 millions de salariés de notre pays se répartissent selon le statut suivant : Ouvrier 1 239 006. Employé 1 730 366. Agent de l'État 796 590. Demandeurs d'emploi 457 785.*
Total 4 223 747[78] »

Nous sommes loin du parti de la classe ouvrière…

Ce serait même plutôt le parti des « gens ». Peter Mertens, président du PTB :

« *"Les gens d'abord, pas le profit." Rien ne définit mieux le renouveau du PTB (Parti du Travail de Belgique) que cette idée fondamentale*[79]. »

Qui sont les « gens » ?

« *Ouvriers, employés, fonctionnaires, chômeurs, jeunes, intellectuels et indépendants*[80]. »

---

[77] *Il était une fois le PTB. Un demi-siècle de marxisme en action*, EPO, Anvers, 2018.
[78] *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.
[79] PTB, *Priorité de gauche*. Livre de poche du PTB, 2019.
[80] PTB, *Priorité de gauche,* op. cit.

« *En même temps, nous travaillons comme parti à une alliance progressiste contre le capital monopoliste. Cela signifie deux choses : (a) que nous nous adressons aussi à de larges couches de la classe moyenne indépendante et aux agriculteurs et (b) que nous nous adressons en particulier à des couches et groupes spécifiques de la société : les jeunes, les étudiants, les intellectuels et les artistes.*[81] »

Vieille rengaine, déjà, dans le Solidaire 10, mars 2004.

Le PTB, un parti des « gens » ou des « travailleurs » ?

Pourtant, il y a un vrai problème. Dans les pays industrialisés, où les ouvriers sont les plus nombreux, il n'y pas eu de révolution réussie. Le réformisme a triomphé au cours des siècles. La menace de la révolution a joué un rôle pour faire reculer le patronat et le pouvoir, mais n'a jamais été qu'une menace, car les ouvriers ont préféré s'intégrer dans le capitalisme, essayer la société de consommation plutôt qu'un hypothétique socialisme. D'autant que les pays dits socialistes étaient loin d'être convaincants.

Plus important, quelle société les ouvriers vont-ils diriger, en sont-ils capables, eux qui sont enchaînés aux machines ou à leur entretien ? L'expérience de l'Union soviétique a démontré que les ouvriers pouvaient faire des choses magnifiques, mais ils sont restés des ouvriers dans la production, ils n'ont pas été au pouvoir ou

[81] *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op.cit.

temporairement, parce qu'ils n'avaient ni programme, ni compétences requises. Les classes se sont progressivement reconstituées, l'échec était patent.
La question du rôle de la classe ouvrière reste posée.

L'électoralisme

Fini de mettre en avant un programme, on a droit au portrait des candidats, comme pour les partis traditionnels, avec la multiplication des photos des deux leaders P. Mertens et R. Hedebouw. Que le président du parti soit désormais un élu indique que le parlementarisme l'emporte sur l'activité sur le terrain et sur les devoirs d'organisation, il n'est pas possible d'assumer ces tâches ensemble.
Selon Jacques, qui avait été sollicité pour se mettre sur une liste et avait ainsi approché le parti, l'appareil est fort hiérarchisé.

Au niveau communal, à Seraing, un cycliste a été mis à l'honneur:

> « *Hans Krammisch, velo-man*
> *À 52 ans, il enfourche son VTT tous les dimanches matin et fonce à travers bois avec une bande de joyeux comparses. […] Il prépare actuellement un livre à propos des répercussions de la flexibilité sur la santé des travailleurs. À part ça, il est très fier de ses deux filles Muriel et Laurie. Il est médecin du peuple à Seraing depuis 20 ans, et premier conseiller communal du PTB dans la cité de l'acier*[82]. »

L'information qui nous manquait, à Seraing.

Tout est bon à prendre, y compris les votes fascistes et les votes de droite :

> « *Donc, oui, nous voulons reprendre ces voix au Vlaams Belang et à la N-VA. Il y a pas mal de gens qui ont cru au slogan de la N-VA, "la force du changement" et la seule chose qu'ils ont vu changer,*

[82] Solidaire 38, octobre 2006.

c'est le montant de leur compte bancaire, qui a encore diminué. Pour qui vont voter ces gens la fois prochaine, pour le Vlaams Belang ou le PTB ? Nous leur disons : votez pour le PTB, ne refaites pas la même erreur[83]. »

En 2016, Philippe Close du PS avait fait la proposition d'accorder *« le droit de vote aux élections régionales à tous ceux qui résident en Belgique depuis plus de 5 ans* ». Le sondage qui s'en est suivi a donné à Bruxelles : 33% des électeurs d'Ecolo et 80% des électeurs du PTB sont opposés au droit de vote. En Wallonie : 62% des électeurs d'Ecolo et 77% du PTB[84].

Il y a bien eu deux élues au conseil de district d'Hoboken. Qu'ont-elles réalisé ?

« *C'est surtout l'accroissement des effectifs que nous trouvons très important. Il s'agit de trente balayeurs de rues en plus, d'un consultant pour seniors, d'un consultant sportif et de personnes en plus pour la culture. Ce qui n'est quand même pas rien*[85]. »

Les trente balayeurs, oui, c'est de l'emploi, mais de l'emploi de qualité ?

Les nouveaux échevins de Zelzate ont défini leurs projets :

« *Cela signifie concrètement, par exemple, que nous investissons 250 000 euros dans la pose et la rénovation des trottoirs. Mais nous investissons aussi dans l'énergie durable, dans des panneaux solaires sur les bâtiments communaux, ainsi que dans la culture, en engageant un mi-temps pour cela… […]*[86] »

---

[83] Solidaire, janvier 2017.

[84] http://lukvervaet.blogspot.com/2016/09/le-ptb-recolte-ce-quil-seme-80-de-son.html

[85] Solidaire 26, juillet 2008.

[86] Solidaire, janvier-février 2019.

Ces investissements ont une certaine utilité, mais en quoi sont-ils différents des autres partis et que vont-ils changer ?

Des réponses aux questions du début

Traditionnellement, la bourgeoisie fait appel à l'extrême gauche en cas de poussée populaire, comme en 1946. Elle est alors prête à accepter des réformes qui autrement étaient considérées comme inacceptables.

Le PTB, dans l'opposition, peut bien jouer « les gros bras » en affirmant :

> « *Ainsi, la participation à des gouvernements dans de telles conditions [dans un État capitaliste] signifie uniquement la participation à la régression sociale, même si elle peut s`en trouver quelque peu ralentie. Cela signifie désarmer la résistance en donnant de faux espoirs au mouvement ouvrier*[87]. »

Il se précipitera au pouvoir tôt ou tard, comme le POB (ancêtre du PS), comme le PCB, comme Écolo, pour gérer le capitalisme, car son programme est réformiste – il ne vise que le partage des richesses créées sous le capitalisme –, sa tactique électoraliste.

Dans tous les cas, il donnera « de faux espoirs au mouvement ouvrier ».

L'alternative

On l'a compris, PTB et alternative ne vont pas ensemble.
Satisfait des vieilles revendications qui ont mené le mouvement ouvrier dans l'impasse depuis 50 ans, le PTB n'est pas en recherche.
En cela, il se situe complètement en dehors des préoccupations d'une couche significative d'ouvriers, syndicalistes ou non, obsédés par cette impasse. Notre ancienne organisation (le PC(ML)B, de 1976 à 1987) avait initié un débat de fond sur ce thème, durant quelques

---

[87] Herwig Lerouge, *La participation des partis communistes au gouvernement : une façon de sortir de la crise capitaliste ?*, Études marxistes 100, octobre-décembre 2012.

années, principalement parmi des sidérurgistes de Cockerill et des dockers d'Anvers. Notre bilan négatif de la condition ouvrière et du syndicalisme était partagé par une large majorité des ouvriers impliqués.

En 1984, dans le cadre d'un dossier « À quoi sert l'acier », un sidérurgiste de Ferblatil déclarait :

« En un mot, le problème ici, c'est qu'on produit de la crasse et qu'on consomme de la crasse. La voiture ! C'est cher et qu'est-ce qu'on en profite ? La nourriture ? Les boîtes de conserve en étain sont cancérigènes, sans parler de ce qu'il y a dedans. Pourquoi utilise-t-on tant de conserves ? On est pressé, toujours vite vite, on n'a plus le temps de faire ses légumes soi-même. De toute façon, les potagers sont pollués aussi, et même les semences.

Les gens sont en mauvaise santé, même les jeunes. Ce n'est pas normal. L'homme des cavernes vivait peut-être 25 ans en moyenne; cela a augmenté petit à petit, maintenant malgré tout le progrès, la vie ne se prolonge plus de beaucoup. (…) Rien ne va. Tu connais la formule: métro, boulot, dodo. On se crève, juste pour avoir de quoi manger et se loger. (...)

C'est pour cela qu'à propos du Tiers Monde, il ne faut pas non plus les pousser dans le même sens que nous. Sinon ils auront les mêmes ennuis : travailler de plus en plus vite, vivre comme nous, se crever comme nous. Non, il faudrait leur vendre un bon produit et réfléchir de notre côté comment se réorganiser pour savoir où et comment investir l'argent.

On commence à réfléchir à tout cela ; mais comment faire changer les mauvaises habitudes des gens[88] ? »

Un autre :

« *Il y a quelques années, quand la devise du salon de l'auto était : "Ma voiture, c'est ma liberté", j'avais coutume de dire, par dérision : "Vivement que chaque habitant du Togo, du Bangladesh ou de l'Inde, de tous les pays opprimés se retrouvent*

[88] La Vérité, janvier 1984.

au volant d'une voiture, ainsi il sera libéré ! Comme d'un autre côté, on annonce la fin des réserves pétrolières pour dans 20 ans, si chacun avait sa voiture, il y aurait de l'essence pour un jour ou deux sur la planète.

Non, multiplions les transports en commun et diminuons leur coût. Je produirai alors encore de la tôle, mais pour des bus et des métros. La FN, par exemple, a fabriqué aussi avant-guerre des vélos et des motocyclettes, qui avaient une renommée mondiale.

Malheureusement, les gens ne pensent pas à ces questions. Les cadences sont tellement poussées que tu ne réfléchis plus. Tu perds même la notion d'utilité. Dans le fond, c'est là le point capital pour endormir la conscience. Tu dois pousser sur tel bouton pour que cela avance et quand le laminoir a craché sa bobine, tes pensées s'arrêtent-là, cela ne te regarde déjà plus[89]*.* »

En automne 86, dans le débat sur notre orientation, un docker a appuyé :

« *La période de bien-être a en fait causé d'énormes dégâts.*

Quel est le style de vie d'un ouvrier : il travaille, arrive physiquement et psychiquement crevé à la maison, regarde la TV, va dormir et recommence. Le week-end, il a juste le temps de récupérer pour reprendre le travail le lundi. C'est une vie de chien. Comment briser ce cercle vicieux[90] *? »*

Ce même docker s'était déjà exprimé sur la robotisation du travail :

« Les ouvriers sont aujourd'hui beaucoup plus stressés, connaissent plus de maladies nerveuses, etc., que dans les années 50. Ils sont aussi plus dépendants du capital. D'ouvriers qualifiés, ils sont devenus ouvriers robots qui peuvent être remplacés par n'importe qui, y compris les robots mécaniques. Les capitalistes

[89] La Vérité, janvier 1984.

[90] Vérité, octobre 1987.

ont consciemment retiré la connaissance du métier aux ouvriers pour que ceux-ci aient moins de pouvoir[91]*.* »

Un autre docker, fondateur de l'OHK (Comité indépendant du port) :

« *Les syndicats n'ont pu formuler aucune revendication nouvelle face à l'évolution moderne, parce qu'ils sont vendus au capitalisme depuis qu'ils négocient avec lui. (…)*

Un des plus graves problèmes actuels est le nucléaire. Les syndicats sont complètement passifs sur ce terrain, alors qu'il y a des solutions : énergie solaire, éolienne, etc., mais ces énergies ne rapportent pas de gros profits au capital[92]*.* »

En novembre 1986, Norbert, ancien délégué principal de Caterpillar-Charleroi, est catégorique :

« *On est en train d'envoyer les gens sur des voies traditionnelles alors qu'il faut changer son fusil d'épaule. On discute encore aujourd'hui comme on discutait en 1900, avec les mêmes méthodes, avec la grève. Non, ce n'est plus vrai aujourd'hui, ça ne s'impose plus, il faut balayer tout ça, il faut voir autre chose. (…)*

On s'est gourés à l'extrême. Ce que nous vivons, c'est le résultat de 35-40 ans de social-démocratie. On a toujours composé, on s'est toujours mis en position de défense, on ne s'est jamais battu pour un changement de société[93]*.* »

Les solutions du PTB – plus d'argent et plus d'État – paraissent bien mesquines en regard des questionnements et des aspirations reproduits ici. C'est ce que certains avaient déjà compris en 1986.

« *Vos principes de base sont les meilleurs. Le PTB est plus imposant que vous, il ne cherche pas à expliquer ses idées mais à les imposer ; pour eux, écouter les gens est une perte de temps. Leur journal est mieux fait que le vôtre en tant que journal, mais*

---

91 Vérité, octobre 1986.

92 Vérité, octobre 1986.

93 Vérité, novembre 1986.

votre contenu est meilleur, vous dénoncez sans détour. Ils ont choisi la solution de facilité, d'écrire contre le gouvernement plutôt que contre la vie réelle dans l'usine. Il y a aussi chez vous une liberté de parole qui n'existe pas ailleurs[94]*. […]* » (J., Ferblatil)

« *Le PTB est plus politisé ; c'est un parti de pouvoir. Je vous vois mal briguer le pouvoir puisque votre objectif – se détacher de la société de consommation – est un travail immense, une chose dont le PTB ne se préoccupe pas. Vous cherchez des solutions, tandis que le PTB veut imposer la sienne*[95]*.* » (Ménagère communiste de Seraing)

Mais nous-mêmes, quels éléments de solution dégageons-nous ?
Au cours du débat des années 1984-87, notre alternative (un combat centré sur la libération au travail et dans le mode de vie) a été à l'unanimité qualifiée d'utopie par nos interlocuteurs ; même si cette utopie leur semblait attirante.

« *Il faudrait alors changer tout, faire des produits bons pour les gens, qui facilitent la vie. C'est une affaire immense, comme si tu demandais de remonter à Adam et Eve, pourquoi ils ont mordu la pomme et de fil en aiguille, comment ils se sont fait attraper et comment tout s'est mis en marche*[96] *!* » (J., Ferblatil)

« *Le renouveau ? Ce ne sont pas les partis qui changeront quelque chose. Il s'agit d'un changement historique, progressif. La réaction des gens face à la crise n'est pas de chercher des solutions idéologiques et politiques, mais de s'enfoncer encore plus dans la société de consommation, dans l'égoïsme: la bagnole, la vidéo, les achats... C'est paradoxal, car il y a effectivement une remise en cause de la société. C'est la fuite en*

94 La Vérité, septembre 1986.
95 La Vérité, septembre 1986.
96 La Vérité, janvier 1984.

avant ; on critique et on continue plus encore dans le même sens[97]*.* » (J., Tolmatil)

Aujourd'hui, nous n'en sommes pas plus loin. Si ma critique du PTB contient peu de propositions alternatives, c'est que les initiatives en milieu populaire manquent ou ne sont pas visibles à nos yeux.
Les ouvriers joueront-ils un rôle avancé ? Vu leurs qualités, c'est probable – à certaines conditions. À commencer par ceux des secteurs utiles comme l'agro-alimentaire bio, les énergies renouvelables, les matériaux écologiques, le textile éthique, les cosmétiques sans produits nocifs… ?
La fraction petite-bourgeoise prend de nombreuses initiatives aujourd'hui, mais se contente généralement de trop peu. Écolo se presse d'entrer dans des gouvernements sans être capable d'inverser les choses et répand alors des illusions : par exemple, rien de décisif pour le climat ou la mobilité n'a encore été obtenu.
La production doit être réorientée vers ce qui est réellement utile, en protégeant la biodiversité, les ressources naturelles et le climat.

« *Il existe des entreprises, petites coopératives ou non, qui produisent "autrement", c'est-à-dire des aliments biologiques, des matériaux écologiques, des détergents sans produits pétroliers, etc.*[98] *Les travailleurs de ces entreprises n'ont pas encore de rôle actif. On pourrait imaginer que des associations de travailleurs se forment pour améliorer radicalement l'organisation du travail, pour inciter à la fabrication de machines où l'homme utilise son savoir-faire et qui éliminent les tâches les plus répétitives et les plus lourdes. On pourrait imaginer que des associations de consommateurs organisent à grande échelle l'achat de ces produits à la fois plus éthiques et plus écologiques,*

97 La Vérité 8, octobre 1986.
98 Lire une analyse critique : M. Nejszaten, *Balade dans un autre monde*, éd. Vivre… S, Seraing, 2003 (http://lmn-alter.be/IMG/pdf/Balade_dans_un_autre_monde.pdf)

dans des magasins (coopératives, asbl…), par l'intermédiaire de groupes d'achats…

Tous les domaines pourraient être atteints par des changements de production et de comportement : transport, énergie, alimentation, construction… Il ne suffit pas de travailler mieux ou d'acheter mieux, encore faut-il que le mode de vie se transforme : réduction drastique du rôle de la voiture, arrêt de tout gaspillage, agencement des activités (loisirs, magasins, services, écoles…) au sein des localités, priorité aux productions locales (éthiques et écologiques), habitat groupé avec des services collectifs…

La lutte défensive contre les effets négatifs du néolibéralisme (contre les OGM, les nanotechnologies, contre les guerres impérialistes, contre l'exploitation au Sud, etc.) prendrait une ampleur nouvelle si l'enjeu contenait la défense du secteur alternatif.

Au sein même de la société capitaliste se développeraient des structures et pratiques différentes, au sein desquelles le "prolétariat" ne serait plus tout à fait le prolétariat, les travailleurs prenant des responsabilités, libérés partiellement des tâches abrutissantes.

Le processus révolutionnaire s'étendra sur une longue période, pas de "grand soir" en perspective, mais une maturation internationale[99] *aux échéances imprévisibles à l'heure actuelle. Imaginer les modalités relève bien de l'utopie, affirmer qu'il est inéluctable relève du "bon sens", car il n'est d'autre moyen de libérer l'Humanité et d'assurer la sauvegarde des espèces vivantes*[100]. »

---

[99] Le « commerce équitable » non perverti est peut-être un des embryons de rapports meilleurs, à l'échelle internationale.

[100] Michel Nejszaten, *Gauche où es-tu ?*, éd. Vivre… S, Seraing, 2008 (http://lmn-alter.be/IMG/pdf/Gauche_ou_es-tu.pdf)

Ne nous trompons pas. Il est à prévoir que les hommes au pouvoir ne se laisseront pas faire. Ils ont la force armée avec eux, comme ils l'ont démontré à Notre-Dame des Landes et en de nombreuses autres occasions. Tout récemment, avec les gilets jaunes.

Le mode de vie doit donc changer, être moins individualiste, moins superficiel, moins gaspilleur, porteur de peu de nuisances.
La démocratie doit être véritable pour la population et non apparente comme actuellement.
C'est dans ce cadre que les travailleurs devraient déterminer leurs objectifs et agir. C'est dans ce cadre que les augmentations de salaire, les baisses de la durée du travail, la défense de l'emploi pourront servir au lieu d'enchaîner ou même de laisser souffler un moment avant de « replonger ». Rappelons-nous les travailleurs à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, qui, malgré leur maigre salaire, cotisaient pour une mutuelle ou une caisse de grève, ceux qui, dans les années 60, refusaient de travailler si le nombre d'ouvriers requis n'était pas atteint, etc. C'est désormais pour d'autres objectifs que les combats sont à mener.

C'est presque une page blanche que je laisse.

Tours et détours du PTB

Avec le temps, avec l'expérience, les avis changent, c'est normal. Mais trop, c'est trop. À ma connaissance (je n'ai pas lu la totalité de leurs écrits), le PTB a changé 4 fois d'objectif stratégique, 8 fois sur la nature des syndicats, et je n'ai pas eu le courage de faire le calcul pour Staline, pour l'URSS, pour la Chine, pour la Palestine, pour Mandela, pour la Corée du Nord, etc., etc. Tous ont eu droit aux tours et détours du PTB. (Voir aussi l'annexe 1)
Tous ces revirements visaient-ils à plaire à un certain public ou sont-ils le résultat d'alignement sur des directives extérieures ?
On est aussi amené à s'interroger sur les cadres et les militants du PTB, capables d'avaler autant de crédos contradictoires venant de leur direction.
D'autre part, le PTB se présente comme étant ouvert et favorable à l'unité du pays. C'est oublier son histoire (voir l'annexe 2).

Plusieurs aspects sombres du PTB ne seront pas abordés. Je pense notamment à l'esprit de secte qui anime ce groupe dès le début. Il a été dénoncé à diverses reprises. Nous appelions les responsables du groupe des « curés rouges ». C'était encore fort aimable. Je pense aussi à Ludo Martens, fondateur et président du PTB, personnage arrogant et manipulateur. Tout cela a-t-il vraiment changé ? Ludo Martens n'est plus là, le parti veut grandir, il a dû faire des concessions. Il me semble alors utile de suivre dans le temps l'évolution du PTB, caractérisée par d'innombrables revirements – ce que j'appelle « tours et détours » –, typique d'une démarche opportuniste ou pire.

Le programme du PTB

Le renversement de la bourgeoisie belge

AMADA (Alle macht aan de arbeiders), l'ancêtre du PVDA-PTB a été fondé en octobre 1970, sous la présidence de Ludo Martens. Dès le début, il mettait en avant le même genre de revendications qu'actuellement, mais il ajoutait des mots tels que « lutte révolutionnaire » ou « révolution socialiste » chaque fois qu'il le pouvait.

Ainsi, au sujet d'actions revendicatives, le titre « *Pour une lutte de masse radicale et irréductible*[101] », ou encore « *Vive l'occupation révolutionnaire des usines ACEC-Gand* [102]».

Sur la première page du « *Programme de lutte d'AMADA* », on lit « *Choisissez la lutte révolutionnaire de classes* », avec des revendications traditionnelles : hausse des salaires, droit de grève, contre la fermeture des usines, et quelques revendications « révolutionnaires » qui resteront toujours sur papier : désarmement de la bourgeoisie, armement de la classe ouvrière[103].

TPO, numéro spécial, janvier 1975

L'en-tête du journal affiche les cinq profils des personnalités

[101] TPO 7, mars 1974.
[102] TPO 4, janvier 1974.
[103] TPO 8, mars 1974.

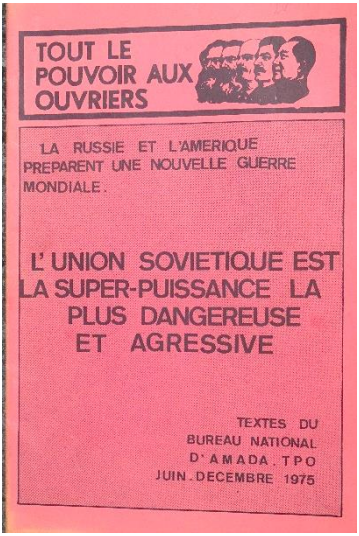
auxquels l'organisation marxiste-léniniste prochinoise se réfère : Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao.

L'alliance avec la bourgeoisie belge

Fin 1975, subitement, AMADA-TPO « découvre » que l'URSS représente un danger imminent et il change sa stratégie.

La déclaration de la direction d'AMADA-TPO est sans ambiguïté :

« *L'Union Soviétique est la superpuissance la plus dangereuse et agressive*[104] ».



« *La classe ouvrière de Belgique sera confrontée avec une agression fasciste qui conduira à un régime d'occupation étrangère et de terreur fasciste.*

Les prochains grands combats révolutionnaires armés que la classe ouvrière devra mener seront des combats pour la paix, l'indépendance nationale et la démocratie. […] L'indépendance

[104] *L'Union Soviétique est la superpuissance la plus dangereuse et agressive* (textes du bureau national d'AMADA-TPO, juin-décembre 1975).

nationale de la Belgique est menacée par une guerre d'agression social-impérialiste.
Dans cette situation, la classe ouvrière déploie son programme de paix, d'indépendance nationale et de démocratie populaire. […]
Tindemans [ministre belge des Affaires étrangères] continue à se placer dans le cadre de l'Alliance Atlantique, mais la caractéristique principale est la recherche de "l'autonomie de l'Europe" qui s'exprime dans la volonté "d'arriver à une analyse commune" de "nos problèmes spécifiques de défense" et dans celle de "l'édification d'une agence européenne d'armement"[105]. »

AMADA-TPO renonce à la « révolution socialiste » et prône l'alliance avec une partie de la bourgeoisie belge et européenne ! Rien de moins. Avec tout un programme pour se préparer à la guerre et qui n'aura aucune suite : armement du peuple, renforcement de la défense nationale, élection des officiers, etc.
Réclamer la dissolution de l'OTAN, refuser de renforcer l'armée sont considérés comme des tendances prosoviétiques.
Pendant presque 15 ans, AMADA-TPO dénonce le danger principal d'agression soviétique et prétend que les États-Unis sont « affaiblis »[106].
Ceci dit, le journal TPO continue à défendre les grèves et tout ce qui bouge, comme d'habitude.

L'alliance abandonnée
Le PTB s'est senti obligé de faire quelques autocritiques sur ce revirement de longue durée dans sa stratégie. La faute principale en reviendrait aux communistes chinois qui auraient induit le PTB en erreur.

---

[105] AMADA-TPO, *Programme pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie populaire et le socialisme*, 1976.
[106] Des membres d'AMADA se sont opposés à la direction et ont créé le Revolutionair Kommunistisch Partij.

Ludo Martens :

« *L'Union soviétique était bien une superpuissance, mais aussi un colosse aux pieds d'argile. Elle pouvait adopter une politique agressive et aventurière dans certaines régions particulières. Mais la thèse qu'elle constituait "la superpuissance la plus dangereuse" ayant un "régime social-fasciste de type hitlérien" a toujours été une affirmation idéaliste […]*[107]. »

Mais c'est la faute aux Chinois :

« *L'une de ces positions chinoises problématiques est la fameuse "théorie des trois mondes", qui fait de l'Union soviétique la superpuissance la plus dangereuse. C'est une analyse fausse et une théorie qui a fait vraiment beaucoup de tort au PTB. Elle conduit à une attitude sectaire qui condamne les gens du Parti communiste (PC), les progressistes et les mouvements de libération sur la seule base de leur position à l'égard de l'Union soviétique. Il faudra de nombreuses années avant que le parti ne revoie cette position erronée*[108]. »

Par après, il y eut encore une tentative de s'en prendre cette fois aux Allemands de l'Ouest : Ludo Martens, dans son discours du 1er mai 1992, l'intitulait :

« *La montée de l'impérialisme allemand, la montée du fascisme »,* avec en sous-titre *« Le grand danger du revanchisme allemand*[109] ».

Par la suite, le PTB s'est contenté de dénoncer les multinationales européennes et la bourgeoisie belge.

---

[107] Ludo Martens, *Les années Brejnev : stalinisme ou révisionnisme ?*, Études marxistes 8, 1991, EPO.

[108] *Il était une fois le PTB*, op. cit.

[109] Ludo Martens, *La montée de l'impérialisme allemand, la montée du fascisme*, in PTB, *Y en a marre des tunnels,* éd. PTB, Bruxelles, 1992.

La révolution abandonnée

Les références au socialisme, voire à la révolution socialiste deviennent de plus en plus discrètes et rares. Après tout, cela n'engage à rien et c'est même repoussant pour certains électeurs de se sentir engagés pour le socialisme.

En 1ère page : « *Le capitalisme tue nos enfants*
Le capitalisme massacre nos emplois
Une seule solution : le socialisme[110]. »

Même le PTB se lassera de la rengaine sur la révolution socialiste et fera une sorte d'autocritique :
« Sur le plan politique, les maladies infantiles n'ont pas encore été surmontées : des tracts kilométriques déversent des vérités générales sur le socialisme et passent loin au-dessus de la tête des gens et de leur réalité quotidienne[111]. »

La bible « *Le parti de la révolution* » est retirée de la circulation, ainsi que les « *statuts* » de l'époque, désormais introuvables. Reste encore en coulisses l'université marxiste, destinée à la formation théorique du PTB.

110 Solidaire 11, mars 1997.
111 *Il était une fois le PTB*, op. cit.

Pour négocier en douceur au sein du parti l'abandon de la référence révolutionnaire, la tactique dite de la « salle et de la cuisine » est appliquée :

« *Nous faisons la distinction entre ce qui se passe en salle et ce qui se passe en cuisine. Les meilleurs chefs cogs ne révèlent pas tous leurs secrets (je souligne, PD). La situation dans la cuisine est souvent plus chaotique que l'ambiance soignée de la salle. Il faut dans le parti assez d'attention et d'espace pour toutes les questions stratégiques et tactiques. Vers l'extérieur, nous devons savoir ce qui est essentiel. Dans le temps et l'espace limités que les médias nous accordent, nous voulons nous concentrer là-dessus, même si les journalistes s'intéressent souvent plus à notre cuisine ou aux points difficiles de notre programme (je souligne, PD). […]*

Interpellé par le journaliste Bertrand Henne sur un de nos propos, Raoul Hedebouw donne une nouvelle fois une réponse qui est un modèle d'esquive, une appréciation aussitôt pondérée :

« BH : — Alors, on va parler un peu des communales et de vos prétentions à ces élections, Raoul Hedebouw. Pascal Delwit est interrogé à votre propos ce matin dans Le Soir qui vous consacre deux pages. "La tactique du PTB, dit Pascal Delwit, politologue, c'est de dissocier ce qu'ils servent dans le restaurant et la cuisine interne." "Et la cuisine interne, il dit, du PTB, c'est une société socialiste basée sur la dictature du prolétariat." Vous lui répondez quoi ?

RH : — Il ne faut pas rire ! Le PTB est un parti tout à fait démocratique, et donc la preuve : on participe aux élections, etc.[112] »

Précisons pour le profane que la « dictature du prolétariat » est la formule marxiste-léniniste pour définir le socialisme, régime où le prolétariat exerce sa dictature sur la bourgeoisie et non sur les autres

[112] Pascal Delwit, PTB. *Nouvelle gauche, vieille recette*, éd. Luc Pire, 2014, Belgique.

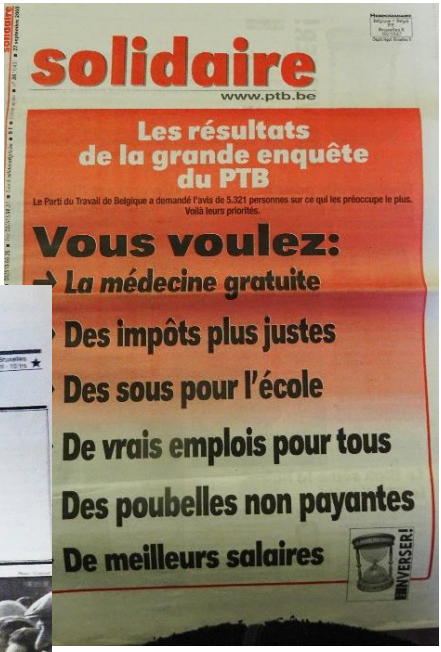
classes (en théorie, du moins). Bon nombre de partis communistes occidentaux ont participé aux élections, y compris au niveau national, durant les années où ils mettaient à leur programme la « dictature du prolétariat », à commencer par le Parti Communiste Belge (il y a longtemps).

R. Hedebouw fait l'idiot, mais son reniement est patent.

TPO 8, mars 1974

La priorité au programme immédiat

Le PTB change aussi facilement d'objectif stratégique parce que celui-ci n'est qu'une façade, un



Solidaire 36, septembre 2000

Concret 14, avril 1981

élément décoratif, une mode – et non une aspiration véritable. Même à ses débuts, le groupe se consacre essentiellement aux objectifs immédiats, qu'il emballe d'une phraséologie « révolutionnaire ».

La lutte économique est un but en soi :

> « *Toute grève pour la défense du salaire devient une grève politique, parce qu'elle est dirigée contre l'État capitaliste qui organise la dictature salariale et contre la direction droitière du syndicat qui prône la conciliation*[113]. »

> « *La révolution socialiste est une période au cours de laquelle toute une série de luttes massives pour les droits économiques et démocratiques se succèdent. Ces luttes démolissent finalement le pouvoir d'État capitaliste*[114]. »

Tout cela sonne bien, mais c'est creux.

Dans cette optique simpliste, la grève générale est chargée de résoudre tous les problèmes tactiques.

Les appels sont fréquents, et rarement suivis :

Concret
★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB ★
Pour une grève nationale de 24 heures avec marche sur Bruxelles

Concret 13, mars 1982

[113] Extrait d'un article d'AMADA, cité dans le Bulletin marxiste-léniniste 3 de l'UC(ML)B, 1972.

[114] AMADA, *Critique des positions de l'UC(ML)B*, cité dans *AMADA a inventé un « complot » de l'UC(ML)B afin d'empêcher l'unité des marxistes-léninistes et de retarder l'édification du Parti unique de la classe ouvrière*, UC(ML)B, décembre 1973.

« *Pour une grève générale interprofessionnelle*[115]. »
1ère page : « *Préparons la grève générale*[116]. »

Solidaire 15, avril 1997

Solidaire 41, octobre 1993

---

115 PTB, *Halte à ce gouvernement de terreur sociale*, Anvers, EPO, sans doute 1986.
116 Solidaire 30, août 1992.

« *Pendant le mouvement [de 1993], ce mot d'ordre a été lié de manière correcte à un soutien critique aux journées de grève prévues. Par contre, si on se limite aux journées de grève et si on ne lutte pas dans la perspective d'une grève générale, on laisse l'initiative à la direction syndicale qui n'a d'autre souci que d'y mettre fin au plus vite*[117]. »

Durant la même époque, les vertus de la lutte immédiate sont toujours glorifiées :

« *Il y a quelques semaines, le PTB a avancé un programme en six points qui permet de prendre 430 milliards au grand capital et aux super-riches. Tous les militants du PTB s'efforcent, jour après jour, par des tracts, des discussions et des discours, de convaincre leurs camarades de travail et leurs collègues syndicalistes de la justesse et du réalisme de ces revendications. Seul ce travail permet de préparer un mouvement profond et de grande portée, de combattre le pessimisme et d'unir les luttes isolées en un combat d'envergure*[118]*.* »

« *C'est avec cette conviction qu'il faut combattre aujourd'hui le grand capital. C'est à travers cette lutte quotidienne pour l'amélioration du sort de la classe ouvriére que les travailleurs rassembleront les forces et l'expérience nécessaires afin de détruire ce systéme capitaliste*[119]. »

En fait, la seule constante du PTB est son programme immédiat qui n'a quasiment pas varié depuis le début.
Défense du revenu, défense de l'emploi, soins gratuits, impôts plus justes… constituent son « fonds de commerce ».
Quelques exemples :

---

117 *Un parti révolutionnaire dans les grèves. Leçons de la campagne contre le Plan global de 1993*. Rapport approuvé par le Comité central du PTB, 15 septembre 1994, Études marxistes 26, EPO, 1994.
118 PTB, Y en a marre des tunnels, op. cit.
119 PTB, *Comment arrêter le train fou de Decroo*, sans doute 1985.

« *Que les ouvriers du chantier naval de Boel-Temse aient refusé énergiquement toute diminution de leur salaire et de leur prime de fin d'année en 81-82 a été dû principalement à l'inlassable travail d'explication de notre Parti*[120]. »

« *Les résultats de la grande enquête du PTB*
Vous voulez :
La médecine gratuite, des impôts plus justes, des sous pour l'école, de vrais emplois pour tous, des poubelles non payantes, de meilleurs salaires[121]. »

« *Les 10 points du PTB contre la vie chère et pour la solidarité* ».
Quelques exemples :
- prix plafonds pour les biens de première nécessité comme le pain, les pommes de terre, le lait, la viande
- baisse de la TVA à 6% pour le gaz, l'électricité, le mazout ; prix maximums pour le gaz et l'électricité
- augmentation des salaires et des allocations sociales
- touchez pas à l'index ; l'essence et le diesel dans l'index
- moins d'impôts. Etc.[122]

Le PTB estime qu'« *un emploi stable et décent est très important. Il procure un revenu, une vie sociale, un rythme régulier, l'appréciation de son entourage. C'est un gage de sécurité dans l'existence*[123] ».

Le PTB soulève lui-même la question de la ressemblance avec le vieux programme réformiste :
« *Le programme minimum, que Vandervelde [président du Parti ouvrier belge, l'ancêtre du parti socialiste] intitule également "programme d'application immédiate", prévoit, sur le plan*

120 PTB, *Conception du parti. Commentaires des statuts*, 2e congrès 1983.
121 Solidaire 36, septembre 2000.
122 Solidaire 46, décembre 2007.
123 PTB, *Priorité de gauche*, op. cit.

économique, un "prélèvement sur le capital pour rembourser la dette", le "renforcement des taux et de la progression des impôts sur les revenus", la "nationalisation des commerces et industries suffisamment concentrées" (transports, banques, mines), la "réglementation du contrat de travail" et les "assurances sociales" (nous parlerions aujourd'hui de sécurité sociale). À première vue, ce programme est fort semblable à celui qu'avance aujourd'hui le PTB[124]. »

À seconde vue aussi, car le PTB se borne ensuite (pour quelques années encore…) à discourir sur la révolution socialiste que Vandervelde ne voulait pas.

Pour échapper à l'accusation de « réformisme », le PTB s'enferre dans des considérations sur le caractère « anticapitaliste » de ses revendications.

« Notre programme économique rejette le diktat de la compétitivité et exige, de la part de l'État, une redistribution "à l'envers" : des riches vers les travailleurs. C'est en cela qu'il peut être qualifié d'"anticapitaliste"[125]. »

« Le partage du gâteau », c'est-à-dire une autre répartition des richesses au sein du capitalisme, est le vrai crédo du PTB :

« *Les travailleurs doivent réclamer leur part de la croissance annuelle de la productivité, qui fait qu'ils produisent plus de richesse dans le même laps de temps*[126]. »

« *Mais malheureusement, le gâteau est mal réparti. Très mal réparti. Et ce n'est plus justifiable*[127]. »

---

[124] Bureau Politique du PTB, *Notre programme de revendications socio-économiques et la lutte pour la révolution socialiste*, Études marxistes 26, EPO, 1995.

[125] Bureau Politique du PTB, *Notre programme de revendications socio-économiques*, op. cit.

[126] PTB-GO, *Notre avenir est social*, éd. PTB, Bruxelles, 2014.

[127] Pierre Mertens, Édition spéciale, octobre 2015.

Lors d'une interview de R. Hedebouw par deux journalistes défenseurs de la décroissance et qui lui citent cette phrase d'André Gorz :

> **«** *Le mouvement ouvrier et le syndicalisme ne sont anticapitalistes que pour autant qu'ils mettent en question non seulement le niveau des salaires et les conditions de travail, mais les finalités de la production, la forme marchandise du travail qui la réalise.* »,
>
> R. Hedebouw répond :
>
> « *Il s'agit bien de produire autrement. Mais parallèlement il est légitime pour les travailleurs de chercher à résoudre leurs problèmes immédiats*[128]*.* »

Les problèmes immédiats sont donc prioritaires et le PTB n'intervient en rien, « parallèlement », sur quoi que ce soit d'autre, finalité de la production ou aliénation du travail.

Les militants sont surchargés de tâches se rapportant au programme immédiat. Un exemple :

> « *Comme l'écrit un camarade : "Quand on a trop de tâches ou qu'on accumule trop de choses l'une sur l'autre, on n'a alors plus de temps de réfléchir sur le long terme. Je le vois bien dans mon cas : le conseil du CPAS, le conseil communal, la direction de Médecine pour le Peuple et bien d'autres tâches encore. Je cours de l'une à l'autre et je n'ai plus de temps pour prendre du recul et examiner les choses de manière stratégique. Mais une initiative comme Médecine pour le Peuple doit continuer à se développer au fil des années. Cela ne se fait pas automatiquement. Il faut y penser, chercher des forces pour le réaliser, et c'est ce que l'on sous-estime*[129]*."* »

---

[128] Kairos 22, op. cit.

[129] *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.

Ce n'est pas demain qu'il changera sa manière d'agir… Les vœux pieux de ce genre sont légion :

« *Cette pression en vue d'apparaitre comme un parti pragmatique au jour le jour a augmenté avec le développement de notre parti. Pour le pragmatisme, ce qui compte, c'est le résultat pratique, ce qui est direct et à portée de main. La priorité sur les objectifs à long terme et la vision de la société sont laissés de côté*[130]*.* »

S'il y a encore un doute, il est levé lorsque le PTB est fier de montrer que ses revendications sont applicables dans le cadre du capitalisme.

« *Des propositions de PTB+ fonctionnent à l'étranger* » :

Sa TVA de 5% sur l'énergie : Royaume uni. Son impôt sur les grosses fortunes : France. Des logements à des prix abordables : Pays-Bas. Son enseignement de qualité : Finlande. Ses médicaments moins chers et sa banque publique : Nouvelle-Zélande[131].

Voilà la ligne politique du PTB : les revendications immédiates, celles qui ont cours dans le mouvement ouvrier depuis environ 200 ans et qui n'ont jamais, dans aucun pays, conduit au socialisme ! Le reste est une variable, finalement peu importante.

Le PTB et les syndicats

Contre les syndicats

Tout au début, AMADA dénonce violemment les directions syndicales qui n'ont pas reconnu la grève des mineurs du Limbourg en 1970 :

« *Organisons Force des Mineurs […]*

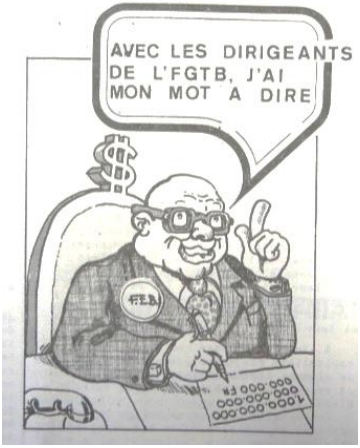
Les étudiants décidèrent : il n'y a aucune organisation véritable des travailleurs qui les aide et ait leur confiance. Par exemple, les responsables syndicaux sont des gens qui n'ont jamais touché à une machine. Les délégués sont des gens qui pour la plupart ont

130 *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.

131 Solidaire 22, mai 2009.

les meilleures places, qui frottent la manche du patron plutôt que de s'intéresser aux problèmes des travailleurs. […]
Le syndicat est tout à fait lié au patron. Le syndicat est un instrument du patron ; le syndicat est le porte-parole du patron[132]. »
« *Les syndicats sont assis avec les patrons et le gouvernement dans des dizaines d'organisations. Patrons, syndicats, gouvernement : ils planifient ensemble l'économie. Les syndicats aident à planifier l'économie du profit des patrons*[133]. »

C'est l'époque de cette caricature contre les dirigeants de la FGTB[134] :



Contre les dirigeants syndicaux de droite
À Boel-Temse en 1971, AMADA rencontre des délégués combatifs qui parviennent à lui faire changer de point de vue.
« *L'attitude pendant le conflit social à Boel sera jugée comme une posture "gauchiste" et sectaire par la direction d'AMADA. Aussi revoit-elle son antisyndicalisme rabique. À partir de 1975, AMADA*

132 Force des mineurs, Dossier Martens de l'UC(ML)B, 1976.
133 http://www.npdoc.be/Segers-Ward-intro/deel/05-hoofdstuk-2.htm
134 TPO 32, avril 1975.

prend même la décision de soumettre des candidats sur les listes de la CSC ou de la FGTB lors des élections sociales[135]. »

« *Le mouvement syndical est en ce moment la seule base fondamentale et permanente du front uni.* »

Le revirement est relativement modéré en ciblant « la fraction la plus à droite » qui ne déterminerait pas l'essence du syndicat. Et de prôner l'unité la plus large possible, en incluant aussi des responsables du PS, du PC et d'Écolo[136].

Contre les dirigeants syndicaux, avec modération

Vers la fin des années 80, devant des actes manifestement à droite et anti-PTB, les critiques – atténuées – fusent à nouveau.

Ainsi, la critique de Louis Smal (CSC) qui propose une concertation patrons, responsables politiques et syndicaux pour résoudre les problèmes de la région liégeoise, à l'avantage du patronat, semble-t-il :

« *Louis, tu te fourres le doigt dans l'œil !* »

Patrice Dor :

« *Nous n'allons pas ménager le président des métallos de la CSC liégeoise. Mais, attention, cette critique sévère ne doit en aucun cas être interprétée comme une attaque contre l'ensemble du syndicat chrétien*[137]. »

Avec les dirigeants syndicaux

Le PTB consacre une « *Lettre ouverte à André Vanden Broucke, président de la FGTB* » [à propos de licenciement de 4 délégués à Sidmar] qui se termine par « *Avec nos salutations fraternelles*[138] ».

---

135 Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, op. cit.

136 Ludo Martens, Chris Merckx, *Parti et front*, 2e congrès, 1983.

137 Solidaire n°3, janvier 1987.

138 Solidaire 9, mars 1988.

« *En 1988, des centaines de délégués du PTB se réunissent à nouveau pour le Troisième Congrès, ou Congrès syndical. Le Congrès dresse le bilan des mouvements de lutte des années 1980 et tient un vibrant plaidoyer en faveur du syndicalisme de combat, dans le cadre du respect de l'unité avec les syndicats*[139]. »

À nouveau, contre les dirigeants syndicaux

Mais le combat avec des gants de velours se poursuit.

« *Chasse aux sorcières: après la FGTB, la CSC*
Le 30 septembre, la CGSP-Cheminots de Liège, vous vous en rappelez, destituait deux délégués, Guy Bronckart et Paul Derammelaere. Raison invoquée: non-respect des mots d'ordre syndicaux lors de la grève du mois de mai. En clair, avoir poursuivi la grève malgré l'arrêt décrété par les instances syndicales. Le 20 octobre, la CSC-Cheminots de Liège exclut, à son tour, deux militants dont un délégué[140]. »

Cette gué-guerre continue :

« *Nous avons pu le constater depuis des années dans de nombreuses usines : en capitulant devant les attaques patronales et gouvernementales, en détruisant la volonté de lutte des travailleurs par des manœuvres antidémocratiques, en sanctionnant des délégués de gauche, les dirigeants syndicaux de droite provoquent des réactions d'aversion au sein du mouvement syndical*[141] ».

Dans la même brochure, les cadres du PTB ne parlent pas seulement des « dirigeants syndicaux de droite » :

« *La position politique des dirigeants syndicaux ne rompt nullement avec le capitalisme, mais en défend les fondements. Ils*

---

139 *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.
140 Solidaire, 19 novembre 1986.
141 Ludo Martens, *La montée de l'impérialisme allemand, la montée du fascisme*, in PTB, *Y en a marre des tunnels,* op. cit.

soutiennent l'économie de marché, la compétitivité, l'unification européenne, les accords de Maastricht. […] Et, à quelques exceptions près, ils laissent également tomber la lutte pour l'égalité Belges-immigrés[142]. »

Reprise de bons rapports avec les dirigeants syndicaux

Le journal du PTB envoie son salut lors du décès de François Janssens, président de la FGTB pendant 6 ans.

« *François Janssens était un homme déchiré* »

« *Coincé entre fidélité au Parti socialiste et lutte contre le "virus libéral" »*

Le message du PTB est louangeur :

« *La FGTB perd en sa personne un défenseur acharné de l'unité nationale des travailleurs et en particulier du mouvement syndical. […]* »

Signé : Nadine Rosa-Rosso, Secrétaire générale, Chris Merckx Porte-parole, Ludo Martens, Président[143].

Michel Nollet, le nouveau président de la FGTB, est interviewé dans Solidaire :

«Je veux rester proche de nos militants»

Interview de Michel Nollet, le nouveau président de la FGTB

« *J'en connais beaucoup [[de militants du PTB]. Je les ai toujours appréciés. […] Ce sont de bons militants. Ils ont leur place dans l'organisation. Vous êtes un peu l'aiguillon dans la gauche des grands partis*[144]. »

142 PTB, *Y en a marre des tunnels*, op. cit.

143 Solidaire 27-28, juillet 1995.

144 Solidaire 41, octobre 1995.

À nouveau, critique des dirigeants syndicaux

À la fin des années 90, le PTB s'accroche à Roberto d'Orazio qui a créé un mouvement de renouveau syndical, et devient à nouveau plus critique à l'égard des dirigeants syndicaux. Le ton change.

Nollet, président de la FGTB, est critiqué parce qu'il a exclu D'Orazio[145]. Vient ensuite une Lettre ouverte de la section syndicale nationale du PTB au bureau national de la FGTB qui veut épurer les membres du PTB[146].

La FGTB exclut Marc De Wachter des listes électorales :

« *La chasse aux sorcières s'étend* », titre Solidaire[147] .

En 2006, le PTB revient sur son attitude de la fin des années 90-début 2000.

« *En août 2002, la direction du PTB avait adopté le point de vue suivant […] : [Nous] avons commis la même erreur que celle commise par certains communistes allemands quatre-vingts ans plus tôt : à cause de la ligne suivie par certains responsables syndicaux haut placés, nous en sommes arrivés à la conclusion de devoir fonder un syndicat nouveau, pur et anti-impérialiste*[148]. »

En 2015, la même critique est rappelée :

« *La stratégie de la confrontation avec les syndicats refait surface et tous les points retenus au Congrès syndical de 1988 sont jetés par-dessus bord. À propos d'autres thèmes aussi, le parti se retranche sur des positions dont il ne démord pas. Lors du Sixième Congrès (1998), le parti se replie davantage sur lui-même et, aux élections de 1999, après trente ans de militantisme, il réalise son pire résultat avec 0,6 % des voix*[149]. »

---

145 Solidaire 10, mars 1999.

146 Solidaire 11, mars 1999.

147 Solidaire 25, juin 1999.

148 Peter Mertens, *La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales*, Études marxistes 72, 2006.

149 *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.

La touche actuelle : soutien des dirigeants syndicaux

Les louanges à l'égard des responsables syndicaux reprennent :

> « *Le 28 décembre 1944, avec la loi décisive sur la Sécurité sociale, entrait en vigueur le premier volet du "Projet d'accord de solidarité sociale", pour reprendre l'appellation complète du Pacte social.*
>
> *C'est ainsi que le Pacte social, qui comprenait la création de la Sécurité sociale, est devenu l'un des principaux acquis de la classe ouvrière*[150]. »

Le PTB oublie que le Pacte social a enchaîné les syndicats au patronat par toutes sortes de liens et répondait à une crainte de la bourgeoisie de perdre le pouvoir (le risque n'existait pourtant pas).

Les responsables syndicaux et autres réformistes deviennent des vedettes de Solidaire. Solidaire donne deux pages à Marc Goblet, président de la Centrale générale FGTB de Liège-Huy-Waremme et de la régionale interprofessionnelle de Liège-Huy-Waremme[151] et donne aussi la parole à Luc Cortebeeck, président de la CSC, sur la réforme de l'État[152].

Mateo Alaluf, professeur d'université retraité, proche des syndicats, s'exprime dans Solidaire :

> « *J'étais engagé à gauche et je reste engagé à gauche. Cela a toujours été un engagement qui se situe du côté des organisations syndicales ; en partant de l'idée que ces organisations ont une vocation particulière dans notre système politique. Cette vocation vise à représenter les aspirations des salariés. C'est cela qui m'attire d'avantage*[153] ».

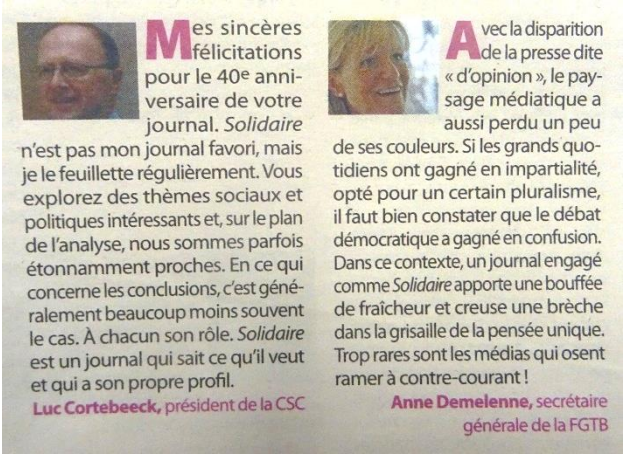
Le PTB se félicite de son regain de popularité :

---

150 Peter Mertens, *La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales*, op.cit.
151 Solidaire 23, juin 2006.
152 Solidaire 32, septembre 2007.
153 Solidaire 2, janvier 2008.

« *[Le] Congrès du renouveau (2008) a rendu possible une tout autre relation avec les organisations syndicales. Nous avons maintenant bien plus le profil d'un parti politique, qui défend sa vision de principe, mais qui est aussi souple et tactique et qui sait intervenir dans le respect des syndicats*[154]. »

Il mérite les félicitations des dirigeants syndicaux.



Mes sincères félicitations pour le 40e anniversaire de votre journal. *Solidaire* n'est pas mon journal favori, mais je le feuillette régulièrement. Vous explorez des thèmes sociaux et politiques intéressants et, sur le plan de l'analyse, nous sommes parfois étonnamment proches. En ce qui concerne les conclusions, c'est généralement beaucoup moins souvent le cas. À chacun son rôle. *Solidaire* est un journal qui sait ce qu'il veut et qui a son propre profil.

Luc Cortebeeck, président de la CSC

Avec la disparition de la presse dite « d'opinion », le paysage médiatique a aussi perdu un peu de ses couleurs. Si les grands quotidiens ont gagné en impartialité, opté pour un certain pluralisme, il faut bien constater que le débat démocratique a gagné en confusion. Dans ce contexte, un journal engagé comme *Solidaire* apporte une bouffée de fraîcheur et creuse une brèche dans la grisaille de la pensée unique. Trop rares sont les médias qui osent ramer à contre-courant !

Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB

« *Mes sincères félicitations pour le 40e anniversaire de votre journal.* » signé : Luc Cortebeeck, président de la CSC.
« *[Un] journal engagé comme Solidaire apporte une bouffée de fraîcheur et creuse une brèche dans la grisaille de la pensée unique.* » signé : Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB[155].

Ce qui est frappant, c'est qu'en même temps, le PS est fustigé sans arrêt, comme s'il n'y avait aucun lien entre la FGTB et le PS. La raison ?
Peter Mertens, président du PTB :

---

154 *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.
155 Solidaire 35, septembre 2010.

« *C'est une nouvelle période de luttes sociales qui s'ouvre. Les dirigeants syndicaux tiennent un discours très clair. […] Les syndicats sont les plus grandes organisations de travailleurs, ils organisent plus de trois millions de salariés. C'est un contrepouvoir dans notre société et ça, le gouvernement de droite en a vraiment peur*[156]. »

Les trois millions d'affiliés constituent la base électorale du PTB, il faut les ménager, alors que le PS est un concurrent direct.

Bref, vive le statu quo :

« *La concertation sociale a été institutionnalisée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agissait d'une concession du patronat pour garantir la paix sociale et éviter des troubles révolutionnaires. Les mouvements sociaux, y compris les syndicats, sont étroitement associés à la gestion de différents services et à la prise de décisions dans les domaines des salaires, des soins de santé et de la sécurité sociale. La loi sur les conventions collectives de travail (CCT) a été adoptée, au même titre que les lois sur les commissions paritaires, les conseils d'entreprise et les comités pour la prévention et la protection au travail. Nous voulons qu'on ne touche pas à ces questions*[157]. »

Qu'on ne touche pas à ce qui constitue la collaboration entre la bourgeoisie et les syndicats, ce qui a lié de plus en plus les travailleurs au char capitaliste. La hausse du revenu et la baisse du temps de travail ont été payées en travail intensif, en travail posté…, l'esclavage salarié a augmenté sensiblement.
Qui doute encore des vraies intentions du PTB ?

Il y a, entre autres, Pascal Delwit :

« [*Ce] qui est plus problématique, c'est que, derrière cette image*

---

[156] Solidaire 13, septembre 2014.

[157] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

sympa, le parti n'explique pas à tout un chacun ses vrais desseins, qui restent l'instauration d'un État socialiste. Il y a une double ligne. Une ligne extérieure, sympa, ouverte, qui a des propositions ponctuelles attractives, sur les médicaments, sur la fiscalité… Mais on a aussi une ligne interne tenue par les fondateurs ou leurs enfants pour qui la révolution socialiste reste un objectif, un aspect dont les électeurs seraient surpris de connaître l'importance aujourd'hui[158]*.* »

P. Delwit imagine qu'un parti basant toute son activité sur des réformes immédiates pourrait devenir dangereux un jour parce qu'il bavarderait sur la révolution socialiste à l'intérieur de ses structures…

[158] Le Soir des 15 et 16 mars 2014.

Les immigrés, des laissés pour compte ?

Au début, les immigrés ont constitué un point d'appui pour AMADA, puis pour le PTB, tels les mineurs du Limbourg ou les ouvriers de Ford-Genk.

Plus tard encore :

> « *7 novembre 1997, l'interpellation de Saïd Charki, soupçonné d'être un acteur d'un réseau de trafiquants de drogues, tourne mal. Ce dernier est abattu par la gendarmerie à Anderlecht, rue Wayez. Pendant trois jours, des émeutes émaillent la commune. La présence de responsables du PTB au premier rang des manifestations est assumée. Le parti est d'ailleurs montré du doigt comme un instigateur de saccages, sinon d'insurrections. Plusieurs responsables libéraux le prennent à partie dans le débat sur les "incidents" qui se sont déroulés dans la commune d'Anderlecht*[159]. »

Le programme du PTB de 1989 va à l'encontre des partis traditionnels :

> « *Le PTB exige :*
> *L'Europe doit être ouverte aux habitants, aux réfugiés et aux immigrés en provenance du Tiers-Monde.*
> *- Abolition des mesures qui limitent le droit d'asile pour les réfugiés du Tiers-Monde. L'Europe doit accueillir non seulement ceux qui quittent leur pays pour des raisons politiques, mais aussi ceux qui fuient la faim. […]*
>
> *Le PTB revendique :*
> *Pas de discrimination entre Européens et non-Européens : pas de citoyens de seconde zone !*

[159] Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, op. cit.

- Droit politiques complets, y compris le droit de vote et d'éligibilité, pour tous ceux qui vivent depuis 5 ans dans un pays européen.

- Attribution automatique de la double nationalité après 5 ans de résidence.

- Droits sociaux égaux, pas de discrimination pour l'accès au marché de l'emploi ; libre accès pour les immigrés aux emplois dans les services publics ; égalité des droits en matière de sécurité sociale.

- Sécurité de séjour pour tous les citoyens. Pas de retour forcé[160] […]. »

Les avocats du PTB viennent également en aide aux immigrés :

« *L'action de Progress Lawyers Network et de ses collaborateurs est protéiforme. À l'image de Médecine pour le peuple les cabinets officient dans le domaine judiciaire au profit de citoyens à faible revenu, voire dans la précarité. Sous cet angle, les avocats de PLN ont souvent été actifs dans la défense des étrangers ou des demandeurs d'asile*[161]. »

Les revendications du PTB s'apparentent aux premières revendications ouvrières, nécessaires pour sortir des hommes et des femmes de la marginalité, voire de la clandestinité. Elles ne conduisent nullement à un changement de société, mais elles sont indispensables.

---

160 *Manifeste européen du Parti de Travail de Belgique*, éd. PTB, Bruxelles, 1989.

161 Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, op. cit.

Les immigrés, l'antiracisme sont des thèmes qu'on retrouve souvent dans le journal du PTB dans les années 90. Relevons le Solidaire 12 de mars 1998 qui consacre 24 pages à la lutte contre le racisme.

Il semble bien que l'expérience de la Liste Resist ait entraîné un changement d'attitude du PTB.

> « *La stratégie radicaliste de la confrontation atteint un nouveau point culminant avec l'alliance électorale Resist, en 2003, une liste commune du PTB et de la Ligue arabe européenne AEL. Par rapport à 1999, le parti perd une fois encore 71 % de ses voix en Flandre*[162]. »

L'opinion de Pascal Delwit est quelque peu différente :

> « *Dans la province d'Anvers, le PTB noue une alliance avec la sulfureuse Ligue arabe européenne (LAE) et présente une liste nommée Resist. Celle-ci est conduite par Dyab Abou Jahjah, alors président de la LAE. La Ligue arabe européenne s'était fait connaître par une radicale mise en cause de la police anversoise et un positionnement pro-palestinien. La LAE avait notamment lancé des patrouilles de surveillance de l'activité policière et, fin 2002, Abou Jahjah avait été arrêté pour "rébellion en bande". […] Mais plusieurs intervenants jugent que l'alliance fut une erreur. Elle aurait coûté le départ d'un nombre appréciable d'adhérents et l'électorat ouvrier du PTB à Anvers se serait détourné du parti. S'il est possible et même vraisemblable que des électeurs occasionnels ou permanents du PTB aient abandonné le parti, soulignons qu'à notre connaissance, aucune donnée ne permet de l'étayer*[163]. »

Quoi qu'il en soit, le PTB s'est tourné vers un « électorat » plus massif et a relégué au second plan la question des réfugiés.

---

[162] *Il était une fois le PTB*, op. cit.

[163] Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, op. cit.

Plus grave, le programme électoral de 2019 n'aborde ni les frontières fermées de l'Europe, ni les immigrants qui fuient la faim ou le changement climatique. Le PTB se range du côté des partis traditionnels :

> « *Nous évaluons par une commission indépendante les demandes de personnes sans papiers pour obtenir un titre de séjour sur base de critères clairs et objectifs*[164]. »

Ces critères clairs et objectifs ne sont pas définis, il est seulement fait référence à la Convention de Genève pour l'asile politique et les cas extrêmes (mineur non accompagné, trop longue procédure d'asile, etc.).

[164] *Un programme social, c'est vraiment phénoménal*, op. cit.

Le frère ennemi : le parti communiste

Au début, la confrontation est totale. AMADA se rapproche des communistes chinois qui eux-mêmes dénoncent le « révisionnisme » des Soviétiques. Le PCB (Parti communiste de Belgique) traite AMADA de « *catholiques, cléricaux…* » et parle de « *catéchisme* », d'« *apostolat* » à son sujet, le PCB considère même qu'AMADA est de droite, avec des caractéristiques fascistes[165].

AMADA reprend plus tard la position de Jacques Grippa qui a fondé avec d'autres responsables du PCB un parti communiste prochinois en 1963, dont le programme louvoyant annonce celui du PTB.

> « *En 1954, le PCB renie officiellement la voie de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat. Mais les marxistes-léninistes continuent à lutter contre le révisionnisme à l'intérieur du parti.*
> *En 1963, les vrais marxistes-léninistes sont exclus du PCB. Depuis lors, ce parti a rejeté ouvertement le léninisme et le marxisme comme doctrine révolutionnaire*[166]. »

En réalité, le PCB a renoncé au socialisme en 1945 en entrant dans un gouvernement bourgeois, et les « vrais marxistes-léninistes » faisaient partie du même courant, ils n'ont changé que la façade[167].

> « *PCB: on liquide!*
> *[…] [Le] PCB nous offre le triste spectacle d'un parti intellectuellement moribond et idéologiquement décrépit. […] Le PCB fonce en avant… sur la voie du rejet du socialisme, de la classe ouvrière et de la révolution*[168]. »

---

165 Ludo Martens, Chris Merckx, *Dat was 68*, EPO, Berchem, 1978.
166 Ludo Martens, Chris Merckx, *Parti et front*, op. cit.
167 Le Parti communiste de Belgique (Voix du Peuple). (http://lmn-alter.be/IMG/pdf/Grippa_adapte.pdf).
168 Solidaire 18, avril 1986.

Quand Gorbatchev arrive au pouvoir, le ton change.

« *Le PTB, l'Union soviétique et le PCB*
Le Comité central du Parti du Travail de Belgique a décidé, en août 1987, de réévaluer son analyse de l'URSS et des pays de l'Est et d'ouvrir un débat à ce sujet. [Ludo] Martens, président du PTB, a indiqué sur quelle base un dialogue était possible entre le PTB et le Parti Communiste de Belgique[169]. »

En grand titre : « *Le PTB propose au PCB un dialogue communiste sérieux et un cartel pour les communales*
[…] Désormais, une cohésion retrouvée du mouvement communiste international sur des bases nouvelles appartient au domaine du possible. […] De nombreuses questions nouvelles se posent aux communistes et beaucoup de problèmes de stratégie et de tactique n'ont pas encore trouvé de solutions adéquates[170]. »

« *Ludo Martens se rendra dans quelques fédérations du PCB-KPB pour proposer le rapprochement. Et celui-ci prendra quelques formes tangibles aux élections communales d'octobre 1988. Lors de ce scrutin, nous avons pu recenser cinq listes d'union entre le PC et le PTB : à Turnhout, Courtrai, Menin, Huy et Namur*[171]. »

Oubliées, toutes les anciennes condamnations !

Puis, les critiques reprennent :
[Au décès du roi Baudouin]

« *En août 1950, le président du PC, Julien Lahaut s'écria en plein Parlement "Vive la République". Il le paya de sa vie [*d'une part, c'était un autre communiste qui a crié, d'autre part, ce n'est pas

[169] Solidaire 7, février 1988.
[170] Solidaire 13, mars 1988.
[171] Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, op. cit.

à cause de cela qu'il a été tué. MN*]. Aujourd'hui, le communiqué du PC s'agenouille devant la monarchie*[172]. »

Le dialogue continue cependant.

« *Maintenant, nous essayons de renouer avec ses militants qui maintiennent leurs inspirations communistes. Depuis quatre ou cinq ans, il y a un début de dialogue avec les différents courants idéologiques du communisme. Ce rapprochement était inimaginable avant la chute du mur de Berlin. Nous avons, par exemple, effectivement de très bons contacts avec des communistes du PCF (NDLR : le Parti communiste français)*[173]. »

La collaboration se poursuit.
Par exemple, R. Hedebouw appelle à « *voter pour le PC dans les communes où il n'y a pas de liste PTB parce que beaucoup de gens du PC luttent encore pour les idéaux communistes*[174] ».

En 2015, les listes ont été communes : PTB-Go avec PCB et LCR[175].

---

172 Solidaire 30 août 1993.
173 Interview de Ludo Martens, président-fondateur du PTB, réalisée en septembre 1995 par Manuel Abramowicz pour *Inforlivres.* (http://abramowicz.blogspot.com/2011/06/le-guide-des-partis-politiques-en.html).
174 Solidaire 36, octobre 2006.
175 *Notre avenir est social*, op. cit.

Ludo Martens et la politique internationale

Comment un dirigeant de petite envergure, dans un petit pays, au sein d'un petit parti, sans expérience sociale et politique marquante, a-t-il pu jouer un rôle aussi important au niveau international ?
La question s'était déjà posée pour Jacques Grippa qui avait dirigé la scission avec le PCB en 1963 ; il avait été reconnu et soutenu par la Chine.
Depuis 1992, le PTB a organisé à Bruxelles, pendant de nombreuses années, des séminaires internationaux avec des partis importants comme le Parti communiste de Cuba, le Parti du Travail de Corée, le Parti communiste du Vietnam et quelques dizaines d'autres partis et associations. Pourquoi ces partis se sont-ils régulièrement retrouvés à Bruxelles à l'invitation du PTB ? Mystère.

Des délégations du PTB ont été reçues officiellement en Chine en 1979 et 2003.

Ludo Martens a voyagé au Burkina Faso lorsque Sankara était au pouvoir. Il en a tiré un livre, plein de ragots sur le pays et de critiques contre Sankara. Il soutient Blaise Compaore qui a succédé à Sankara après son assassinat. Le problème est que Compaore est soupçonné d'avoir organisé l'attentat contre Sankara et il a gardé la mainmise sur le pays au profit des Occidentaux, jusqu'à ce qu'il soit chassé par une révolte populaire. Alors que Sankara est considéré à l'égal de Lumumba par les nationalistes et révolutionnaires africains.

> « *Sankara, homme de contrastes, ne laisse en héritage, tant à ses défenseurs qu'à ses adversaires, que des contradictions. […] Le combat de plus en plus complexe et difficile, qu'annonce Blaise Compaoré, se déroulera, d'après tous les indices, autour de l'unification, de l'ouverture démocratique et du rôle des militaires dans le processus.*
> *Le débat franc, loyal et public entre toutes les composantes de la*

gauche, décidera, dans une large mesure, de son issue[176]. »

Puis, Ludo Martens est parti pour de longues années en République démocratique du Congo, après la victoire de Laurent-Désiré Kabila sur Mobutu. Kabila était présent en 1979 lorsque le PTB a été fondé. Pourquoi ? Sur injonction de qui ? Au Congo, Ludo Martens était un conseiller de Kabila. Mais qu'avait-il à conseiller ? Que faisait-il dans un autre pays que le sien, un pays aux caractéristiques tellement différentes de la Belgique ?
Lorsque Laurent-Désiré Kabila a été tué et que son fils l'a remplacé, Ludo Martens et le PTB ont soutenu Joseph Kabila, alors que celui-ci se liait à l'Occident.

« *Immédiatement l'Occident a activé tous ses agents – les rebelles, les partis de "l'opposition", certains chefs religieux et certains infiltrés dans l'entourage de Mzee Kabila – pour présenter la voie de la soumission au néocolonialisme comme "la seule route vers la paix".*

Toutes ces forces mènent une campagne concertée à l'échelle nationale et internationale pour faire croire que Joseph Kabila a fait "des ouvertures" à leur égard et qu'il ne lui reste pas d'autre choix que de capituler devant les agresseurs et leurs commanditaires. Ces forces néocoloniales font croire aujourd'hui à la masse que Joseph Kabila les a rejoint sur la voie du "libéralisme", de "l'ouverture" et de l'acceptation intégrale des "Accords de Lusaka". Leur but est de préparer le terrain pour provoquer des émeutes, le jour où il apparaîtra que le nouveau Président reste fidèle au nationalisme de Mzee Laurent-Désiré Kabila[177]. »

Autant dire que Ludo Martens a jeté la confusion et que son rôle mérite d'être éclairci.

---

176 Ludo Martens (avec la collaboration de Hilde Meesters), *Sankara, Compaoré et la révolution Burkinabè*, éd. EPO, 1989, Berchem.

177 *Mosengwo et le complot anti-nationaliste* par Ludo Martens ! (https://ammafricaworld.blog4ever.com/mosengwo-et-le-complot-anti-nationaliste-par-ludo-martens)

L'Union soviétique

La question de Staline

Staline est vilipendé par toute la bonne bourgeoisie et ses fidèles serviteurs. Il leur a fait peur, faute impardonnable.
Néanmoins, l'Union soviétique sous Staline était-elle vraiment socialiste ? Non, les divisions du travail se sont maintenues, toute l'infrastructure était semblable à celle du capitalisme.
Le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans s'est d'ailleurs progressivement éteint. Les rapports de Staline et de Malenkov en 1952 dévoilent une société aux caractéristiques bourgeoises, avec sa corruption, son bureaucratisme, etc.
L'Union soviétique s'est édifiée en comptant sur ses propres forces, contrairement aux pays occidentaux qui ont pillé les colonies, massacré des millions de gens, exterminé des peuplades. Mais le prix à payer a été lourd cependant, puisque des révolutionnaires, des innocents ont été enfermés ou tués. Des succès importants ont été obtenus, comme la victoire sur le nazisme. Le bilan reste à établir.
Le PTB a varié dans ses positions sur Staline et sur l'URSS.

En 1978, Ludo Martens et Chris Merckx estiment qu'à la fin de sa vie, Staline a pris des décisions subjectivistes, sans consulter personne, s'écartant des masses, il ne reconnaît pas les classes et luttes de classes sous la dictature du prolétariat[178].
Un peu plus tard, Solidaire reproduit l'avis de Gorbatchev qui confirme ce point de vue :

> « *On discute beaucoup maintenant du rôle joué par Staline dans notre histoire. Sa personnalité est extrêmement contradictoire. En respectant la vérité historique, nous devons voir tant la contribution indiscutable de Staline à la lutte pour le socialisme, pour la défense des conquêtes, que les grossières erreurs politiques. L'arbitraire dont il se rendit coupable, avec son*

[178] Ludo Martens, Chris Merckx, *Dat was 68*, op. cit.

entourage, si chèrement payé par notre peuple et si lourds de conséquences pour la vie de notre société[179]. »

Puis, Ludo Martens modère les critiques :

« *Dans les rapports de Staline, on retrouve le marxisme-léninisme comme science de la pratique de la lutte de classes ; l'analyse vise à impulser la révolution mondiale et la lutte de classes en Union soviétique, on y retrouve le débat, la critique, l'affrontement politique à l'intérieur du parti. Ces caractéristiques fondamentales ne doivent pas être obscurcies par le constat de certaines faiblesses et erreurs politiques et idéologiques de Staline, qui n'avait pas le génie de Lénine*[180]. »

En 1994, Ludo Martens prend la défense intégrale de Staline, dans « *Un autre regard sur Staline* », qui reprend grosso modo « *L'Histoire du parti communiste bolchevik de l'URSS* », publié à l'époque de Staline.

Puis, viennent les critiques contre Mao et des communistes chinois.

« *Au début, l'attitude de Mao Zedong et du Parti communiste chinois a été hésitante, ils n'ont pas défendu de façon conséquente l'oeuvre marxiste-léniniste de Staline, mais ont suivi Khrouchtchev dans certaines de ses critiques opportunistes contre Staline. […]*

Lors de la Grande Polémique, en 1963, le PCC et Mao Zedong ont pris de façon plus conséquente la défense de Staline, mais cette défense comportait toujours de graves lacunes. L'importance vitale de la lutte idéologique et politique contre le trotskisme, le boukharinisme et le nationalisme bourgeois a été escamotée[181]. »

---

179 Solidaire 1, janvier 1988.

180 Ludo Martens, *Les années Brejnev : Stalinisme ou Révisionnisme ?*, Études marxistes 8, EPO, 1991.

181 Ludo Martens, *Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme. Pour l'unité des communistes, pour la défense de l'internationalisme prolétarien*, Études marxistes 29, EPO, 1996.

Pour Staline, rien que des louanges :

« *Vint alors Staline. En trente ans, il a fait du marxisme une immense force matérielle à l'échelle mondiale. Staline a consolidé le pouvoir socialiste en Union soviétique, il a transformé le pays en une grande puissance industrialisée, il a construit une Armée rouge capable de vaincre le fascisme allemand, il a apporté son aide au triomphe de la révolution socialiste en Chine et en Europe de l'Est. Chassée d'un tiers de la planète par le vieux spectre du communisme, la bourgeoisie a conçu une haine démentielle pour celui qui a été le plus grand bâtisseur du communisme*[182]. »

Avant que le PTB ne prenne la position traditionnelle des bourgeoisies occidentales contre Staline :

« *Vous évoquez des "erreurs" commises par le pouvoir soviétique. Lesquelles ?*

Hedebouw *: Les millions de morts en URSS. La répression. Des erreurs grosses comme des maisons, par dizaines. Il faut analyser tout ça*[183]. »

Peter Mertens, le président du parti PTB-PVDA, a déclaré, lors d'une interview à la VRT, en 2014, que « *Je ne peux naturellement pas jeter la jeunesse du PVDA aux oubliettes, mais je peux en tirer des enseignements. Les propos de Ludo Martens sur le stalinisme étaient une erreur. (….) On connait peu le PVDA d'aujourd'hui. Nous avons 8 000 membres. […] Il y a des fautes idéologiques dans chaque parti. Le stalinisme était une faute*[184]. »

---

182 Ludo Martens, *Le Manifeste, jeune de 150 ans dans une histoire qui compte en siècles*, Études marxistes 41, EPO, 1998.

183 Entretien de François Brabant avec Raoul Hedebouw (13/12/12) op. cit.

184 Une interview d'Erik Demeester, rédacteur de la revue Vonk/Révolution, réalisée par Jean Peltier du site web Avanti4.be, 2014.

L'URSS

Au départ, AMADA défend les positions marxistes-léninistes :

« *Sous Khrouchtchev, une nouvelle classe est arrivée au pouvoir*[185] ».

Fin 1975, l'URSS serait devenue la superpuissance la plus agressive.

« *Seule l'Union soviétique est capable d'entreprendre des agressions militaires d'envergure sur le théâtre européen. L'invasion de la Tchécoslovaquie a prouvé qu'elle est pleinement préparée.*

Dans le rapport de force actuel, il est inconcevable que les armées des pays d'Europe occidentale entreprennent une guerre d'agression contre l'Europe de l'Est : l'OTAN est déchiré par des contradictions internes, les soldats n'ont pas le moral pour se battre et le mouvement démocratique s'opposerait à une telle entreprise[186]. »

Ludo Martens prend la défense de Dubcek et de Solidarnosc :

« *L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 pour écraser un mouvement populaire d'inspiration démocratique et socialiste prouve que l'Union soviétique est devenue une puissance impérialiste. »*

Il soutient *« les forces démocratiques à l'intérieur de Solidarnosc »,* et se démarque des éléments réactionnaires[187].

Puis, le PTB change de position.

« *À partir de 1987, le PTB remet en question son jugement sur l'Union soviétique. La théorie de « la superpuissance la plus dangereuse » est erronée : les armées soviétiques doivent se retirer d'Afghanistan, le régime de Moscou s'effondre comme un*

---

185 Ludo Martens, Chris Merckx, *Dat was 68*, op. cit.

186 PTB, *Quelle défense ?* Documents du congrès, 1979.

187 Ludo Martens, *La crise du mouvement révolutionnaire en Europe*, PTB, 2e congrès, mars-avril 1983.

soufflé au fromage. En 1989, le Mur de Berlin tombe. Dans les autres pays de l'Europe de l'Est aussi, on assiste au renversement du socialisme malade, qui est remplacé par un capitalisme qui ne recule devant rien[188]. »

Mais c'est la faute aux Chinois :

« *L'une de ces positions chinoises problématiques est la fameuse "théorie des trois mondes", qui fait de l'Union soviétique la superpuissance la plus dangereuse. C'est une analyse fausse et une théorie qui a fait vraiment beaucoup de tort au PTB*[189]. »

Quand Gorbatchev arrive et se distancie de Brejnev, le PTB saute dans le train et loue le nouveau dirigeant :

« *Le but affiché de Gorbatchev est de revigorer le mouvement communiste en URSS. Cet exemple peut stimuler tous ceux qui croient que notre monde a besoin de révolutionnaires et que ces révolutionnaires ont besoin des idées de Lénine. Cet exemple peut stimuler la discussion entre les communistes et aider à distinguer le communisme de l'anticommunisme.*

Nous publions, du rapport de Gorbatchev présenté à l'occasion du 70ème anniversaire de la révolution d'octobre, la partie qui a trait à l'histoire soviétique pendant la période 1924-1945[190] [...]. »

Malheur, le PTB doit encore revoir son analyse, tout cela de nouveau à cause des Chinois.

« *Lors de son Quatrième Congrès (1991), le parti se livre à une première analyse de la chute de l'Union soviétique et du nouvel ordre mondial né entre-temps. Le parti est confronté à deux tâches : il doit revoir sa propre analyse de l'Union soviétique, une*

188 *Il était une fois le PTB,* op. cit.
189 *Il était une fois le PTB*, op. cit.
190 Solidaire, janvier 1988.

analyse jusqu'alors fortement influencée par la Chine, mais qui s'est avérée manifestement incorrecte[191]. »

Il y aurait encore des bouts de socialisme en URSS, que le PTB était quasiment seul à distinguer.

« *Mais cette hégémonie [de l'URSS] était le fait d'un pays dominé par des révisionnistes, où la lutte entre communistes et révisionnistes se poursuivaient toujours et où on ne pouvait pas encore parler d'un rétablissement intégral, achevé du capitalisme*[192]. »

Gorbatchev, à la grande surprise du PTB, ne valait pas mieux que Brejnev. Ludo Martens réaffirme sa confiance dans le parti communiste !

« *Cette restauration du capitalisme en Europe de l'Est a été rendue possible par la politique de Gorbatchev. Avec sa glasnost, Gorbatchev a encouragé toutes sortes de courants bourgeois et pro-impérialistes, qui se sont regroupés dans des Fronts populaires. De fait, le Parti communiste a été mis en minorité dans beaucoup de républiques soviétiques. Au sein du Parti, les marxistes-léninistes sont marginalisés par l'offensive de la droite, autour de Gorbatchev, et de l'extrême droite, autour d'Eltsine. […] Aussi longtemps que le Parti communiste jouait le rôle dirigeant, un retour aux principes socialistes restait possible*[193]. »

Et de soutenir les interventions soviétiques de 1956 en Hongrie et de 1968 à Prague.

« *En 1956 et 1968, l'Union soviétique intervient militairement pour arrêter une contre-révolution qui va trop loin, trop tôt : dans le parti soviétique, il y a encore beaucoup d'authentiques*

---

191 *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.

192 Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara. Luttes et débats au sein du PTB (1989-1991)*, éd. PTB, Anvers, 1994.

193 Ludo Martens, *À l'heure de l'unité allemande, l'Europe fera des malheurs… dans le Tiers Monde comme chez nous,* mai 1990.

communistes qui ne permettent pas une contre-révolution ouverte. Les révisionnistes soviétiques ont besoin de plus de temps pour miner de l'intérieur la puissance socialiste et pour pervertir la conscience de classe du prolétariat. Ce n'est qu'après la longue dégénérescence sous Brejnev, que Gorbatchev peut achever l'œuvre de restauration du capitalisme[194]. »

Puis, le retour de flamme avec des propos prudents.

« *Les loups peuvent hurler, mais on ne peut nier que des choses remarquables ont été réalisées en Chine et en Russie, deux grands pays, qui dans des circonstances extrêmement difficiles ont tenté de donner forme à une autre société. Mais doit-on oublier quelles étaient les circonstances concrètes ? Faut-il pour cela fermer les yeux sur les manquements ? […] Nous devons chercher notre propre voie. En compagnie des gens d'aujourd'hui dans le monde d'aujourd'hui. Oui, le socialisme a un passé. Il s'agit aujourd'hui de lui donner aussi un futur*[195]. »

Finalement, le PTB brûle ce qu'il a adoré. R. Hedebouw est interrogé par deux journalistes du *Soir*, Jean-François Lauwens et Dirk Vanoverbeke :

« Mais pourquoi ne pas dire clairement une fois pour toutes que vous condamnez ce que sont ou ont été l'URSS, la Chine, l'Albanie, Cuba, la Corée du Nord ?

"Mais je l'ai dit et répété : non, ces régimes-là ne sont pas nos modèles de société. Nous sommes complètement opposés aux méthodes non démocratiques utilisées dans ces pays. […] Donc, non, le PTB ne veut pas instaurer un régime soviétique en Belgique. Mais nous n'adhérons pas non plus à une vision manichéenne de l'Histoire."[196] »

---

[194] Ludo Martens, *Le Manifeste, jeune de 150 ans dans une histoire qui compte en siècles*, op.cit.

[195] Peter Mertens, « *La gauche a besoin de victoire* », Solidaire 9, mars 2008.

[196] R. Hedebouw, dans Le Soir des 15 et 16 mars 2014.

Vous suivez toujours ? Les virages en épingle à cheveux ne vous donnent pas mal au cœur ?
Alors, passons à la Chine.

La Chine

Les premières années de son existence, AMADA soutient la révolution culturelle en Chine (GRCP) et dénonce les responsables engagés dans la voie capitaliste[197]. Deng Xiaoping en fait partie :

> « *En Chine, Teng Siao-ping [ancienne orthographe] a essayé de saboter les tâches de la lutte des classes et de la lutte entre les deux lignes en leur donnant une importance secondaire*[198]. »

En avril 1979, une délégation du comité central du PTB dirigée par Ludo Martens lui-même, et composée de Kris Merckx, Jo Cottenier et Herwig Lerouge, se rend à Pékin[199].

Est-ce la cause du revirement à propos de Deng Xiaoping ?

> « *Pour mieux comprendre l'édification du socialisme en Chine, nous vous présentons un texte de Deng Xiaoping, le plus illustre des dirigeants chinois vivants […]*[200]. »

En 1989, des étudiants occupent la grande place de Pékin. Ils sont violemment réprimés (après avoir eux-mêmes tué quelques militaires).

Ludo Martens :

> « *À Beijing, c'est le drame. L'armée, envoyée après deux semaines d'hésitation, pour mettre fin aux désordres, a fait des centaines de morts. […] Les moyens et méthodes militaires employés sont disproportionnés par rapport aux désordres créés par certaines fractions contre-révolutionnaires. On ne peut que regretter cette tournure des événements. […] Le parti a besoin d'une rectification radicale et il devra prendre des initiatives hardies pour combattre la corruption, mettre fin au développement sauvage du*

197 Ludo Martens, Chris Merckx, *Dat was 68*, op. cit.
198 AMADA-TPO, *Critiquons à fond la ligne révisionniste et social-fasciste de l'UC*, 1976.
199 Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, op. cit.
200 Solidaire 49-50, décembre 1986.

capitalisme, impulser la démocratie socialiste et la transparence […][201]. »

On ignore le nombre d'étudiants tués et blessés. Le PTB, mieux informé ?, en dénombre six cents.

Changeant d'avis, Ludo Martens se range du côté de Deng avec certaines réserves et donne des leçons au Parti communiste chinois.

« *La politique, raisonnable, d'un développement limité d'un secteur capitaliste en Chine, a dérapé et a débouché sur un déferlement sauvage d'entreprises capitalistes. […]*
Or, nous n'avons pas dû attendre une année, avant de voir tous les protagonistes du mouvement soi-disant démocratique jeter le masque et se montrer ouvertement comme des agents de Taiwan et des États-Unis. […] Bref, pendant dix ans, le vieux Deng a pris une position centriste, mais inclinant plutôt vers la droite.
D'autres vieux, comme Chen Yun et Li Sien-nien, ont depuis dix ans critiqué plusieurs aspects de la politique de Deng Xiaoping. C'est Chen Yun qui a combattu le plus fermement l'orientation vers le marché libre et l'abandon de la planification[202]. »

Deng était finalement un bon révolutionnaire.

« *[Le] PTB a critiqué certaines positions opportunistes apparues en Chine sous Deng Xiaoping. […] Mais ces critiques ont été faites dans un esprit révolutionnaire, pour défendre les principes essentiels du marxisme-léninisme*[203]. »

Et puis, changeant encore une fois d'avis, le PTB le traite de « révisionniste ».
[Deng est décédé]

---

[201] Solidaire n°23, juin 1989.
[202] Ludo Martens, *Tien An Men 1989 : de la dérive révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire*, Études marxistes 12, EPO, 1991.
[203] Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara*, op. cit.

« *Deng avait l'habitude de dire : "Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape des souris". En d'autres termes, peu importe la doctrine qui anime quelqu'un, pourvu qu'il soit efficace. Pourtant, la question est : pour qui le matou chasse ces proies ? […] Deng a posé les jalons du révisionnisme en Chine*[204]. »

La Chine qui, après une période transitoire révolutionnaire, a développé comme l'URSS la bureaucratie ou le capitalisme d'État, se tourne vers le capitalisme privé. Le PTB est bienvenu chez elle.

« *Une délégation du Comité central du PTB s'est rendue en Chine du 16 au 25 février 2003 à l'invitation du Département Relations Internationales du Parti communiste chinois. Baudouin Deckers, membre du Bureau politique du PTB et responsable des Relations Internationales, dirigeait la délégation. Il répond ici à quelques questions fréquemment posées à propos de la Chine.* »

B. Dekkers : « *Selon l'analyse du PCC, la Chine se situe aujourd'hui dans la phase inférieure du socialisme et elle y restera encore pendant de nombreuses décennies (jusqu'à la fin du 21e siècle). Durant toute cette période, vu l'état extrêmement arriéré des forces productives, sa tâche première est de les développer. […] Aussi, nous [le PCC] encourageons les capitalistes qui sont d'accord avec nos exigences sévères d'adhésion à rejoindre le PCC. Nous les proposons en exemple pour les autres, nous contrecarrons ainsi la poussée de ceux qui voudraient un parti séparé ou s'opposent au PCC*[205]. »

Le sinologue Frank Willems, interrogé dans Solidaire, considère que État et socialisme sont identiques :

« *Je ne pense pas que la Chine d'aujourd'hui soit capitaliste. Le parti communiste est au pouvoir, toutes les grandes entreprises importantes appartiennent à l'État qui dispose donc encore des*

[204] Solidaire 9, février 1997.

[205] *Questions sur le développement du socialisme en République populaire de Chine*, Études marxistes 64, EPO, 2003.

moyens de corriger le cours de l'économie dans la direction voulue par les communistes[206]. »

Le PTB, fidèle ami du PCC, critique la révolution culturelle qu'il avait défendue auparavant et défend Deng Xiaoping qu'il avait critiqué. Si ce n'est pas de l'opportunisme, qu'est-ce ?

« *Malgré le Grand bond en avant et la Révolution culturelle, la première période de la construction du socialisme (1952-1978) est positive, dans l'ensemble. Deux importantes réalisations se distinguent : le développement de l'industrie lourde et la croissance spectaculaire du secteur de la santé et de l'enseignement. […]*

Deng Xiaoping disait : "La société socialiste constitue la première phase du communisme ; la période historique qu'elle représente peut durer très longtemps. Sa tâche primordiale est de développer les forces productives pour élever graduellement le niveau de vie matérielle et culturelle du peuple. L'expérience faite entre 1958 et 1978 nous apprend que la pauvreté, ce n'est pas du socialisme : ce système veut, au contraire, la faire disparaître." […] Des expériences ultérieures prouveront encore maintes fois que, dans une économie qui n'est pas encore hautement développée, l'exploitation privée est souvent plus efficace et plus productive que l'exploitation collective[207]. »

Deng devient un véritable héros, grâce à qui les voitures se vendent bien en Chine.

« *Depuis lors, la Chine est allée de l'avant. Elle est devenue la troisième économie mondiale, la première nation exportatrice et le marché à croissance la plus rapide en énergie solaire et éolienne. Nulle part dans le monde, on n'achète plus de voitures qu'en Chine. […] Le PCC de Mao était très affûté dans*

---

[206] Solidaire 34, septembre 2007.

[207] Peter Franssen, *Le développement du socialisme en Chine*, Études marxistes 78, EPO, 2007.

l'organisation de la révolte, moins dans la construction économique. [En comparaison] avec le Japon, la Corée du Sud, Hongkong, Taïwan, ce fossé ne cessait de s'élargir. […] [Depuis] le changement de cap de Deng, la Chine connaît une croissance économique moyenne de 10%. Depuis plus de trente ans[208]. »

Quatre ans plus tard, Jo Cottenier, un des vieux dirigeants du PTB se montre plus modéré.

« *Les communistes chinois parlent d'un "socialisme à la chinoise". Pour définir cette voie, ils ont toujours fait appel à l'argument que la Chine n'est encore qu'au tout début d'une société socialiste. Ce qui laisse entendre que la libéralisation de l'économie devra tôt ou tard faire marche arrière. Mais les décisions pour les dix prochaines années montrent que la croissance est la seule base et que l'idéologie socialiste disparaît de plus en plus à l'arrière-plan. Et plus loin on avance dans cette voie, plus difficile il deviendra d'un jour en changer*[209]. »

En fin de compte, pour le PTB, le bilan est positif, malgré certaines réserves.

« *Grâce à la révolution de 1949, la Chine a toujours son sort en mains. Ce pays gigantesque ne doit pas danser au rythme des multinationales étrangères, contrairement à d'autres pays émergents du Sud. Le Parti communiste chinois s'est maintenant mis en campagne contre la corruption. L'histoire montrera si une restauration complète du capitalisme pourra être évitée*[210]. »

[208] Solidaire 37, octobre 2009.
[209] Solidaire 45, novembre 2013.
[210] *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.

Le PTB, c'est quoi finalement ?

Le programme du PTB se ramène à « plus d'argent » (meilleur partage du gâteau capitaliste) et l'État (capitaliste) s'occupera de tout. L'argent est la priorité de ses objectifs. Les grands problèmes actuels, la santé publique, l'esclavage quotidien, la biodiversité, le réchauffement climatique… sont vus sous l'angle de l'argent.
L'action est résumée par la campagne électorale lors des communales à Seraing, avec le mot d'ordre : « *Secouons-les* », visant ainsi le PS.

Le PTB est un appendice du PS, destiné à lui mordre les mollets.
Le parti n'a d'autre alternative qu'un meilleur partage des richesses qui laisse les travailleurs dépendant du capital et soumis aux aléas du rapport de force.

Il n'y a pas d'ouverture vers une société supérieure. Une société où solidarité et initiative populaires seront dominantes, où machines et technologie auront été modifiées de fond en comble pour favoriser les humains et la nature. Où la démocratie permettra à la population de s'exprimer en toute liberté pour avancer vers le communisme, vers une société sans classe, sans division du travail, sans injustice.

Annexe 1

Le tableau de quelques autres tours et détours du PTB

Nous ne détaillerons pas tous les tours et détours du PTB. Les cas repris ci-dessus nous semblent suffisamment éloquents.

Palestine	« *Nouvelle Intifada ? Opposition populaire à la capitulation d'Arafat*[211]. » [En 1ère page] « *Arafat : incarnation du combat des Palestiniens*[212] »

[211] Solidaire 27-28, juillet 1995.

[212] Solidaire 42, novembre 2004.

Roumanie	« *Nous ne mettons pas sur le même pied un Jaruzelski et un Dubcek qui ont poussé la trahison révisionniste jusqu'au bout, jusqu'à l'acceptation du capitalisme et de la domination impérialiste – et un Honecker ou un Ceausescu qui, entrevoyant l'ultime conséquence de la ligne suivie, ont refusé la restauration complète. […] Mais isolé dans son propre parti, Ceausescu n'avait plus les moyens de redresser une situation qu'il avait lui-même aidé à pourrir*[213]. » « *Avant 1989, à l'époque où la Pologne et la Roumanie étaient encore des pays socialistes, leurs travailleurs ne venaient pas chez nous. […] Certes, ils ne vivaient pas dans la richesse, mais ils étaient sûrs d'avoir un emploi et un revenu, ils avaient la médecine gratuite, l'enseignement gratuit, des logements à bon marché et, de plus, ils étaient assurés de toucher une pension*[214]. »
Mandela	« *Mais la trahison de Mandela qui s'est rangé aux ordres de l'impérialisme anglo-américain et la grande bourgeoisie blanche sud-africaine, en est sans doute l'exemple le plus fort*[215]. » « *Combattant pour l'Afrique, fils de son peuple […] Mandela a continué à se prononcer fréquemment contre les guerres d'agression*

[213] Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara*, op. cit.
[214] B. Dekkers, secrétaire général, 1er mai 2006, Solidaire 18, mai 2006.
[215] Ludo Martens, *La guerre au Congo et en Afrique centrale et la globalisation impérialiste*. Contribution au dixième Séminaire Communiste International. « La révolution socialiste mondiale dans les conditions de la globalisation impérialiste » Bruxelles, 2-4 mai 2001.

	successives des États-Unis et de leurs alliés. Il a qualifié l'intervention de l'OTAN au Kosovo de tentative de l'Occident de contrôler le monde. En 2003, il s'opposé à la guerre menée par les États-Unis et le Royaume Uni en Irak, considérant cette guerre comme une tragédie. […] Notre liberté est incomplète sans la libération des Palestiniens, disait-il[216]. »
Jean Ziegler, auteur remarquable, est vilipendé, alors qu'il a raison	Martens considère que Sankara a été autoritaire, il défend Campaore, contre l'avis de Jean Ziegler qui a écrit « *La victoire des vaincus*[217] ». « *Jean Ziegler : un charlatan dangereux pour l'Afrique*[218] »
Ricardo Petrella	Ricardo Petrella invité au 1er mai du PTB, en tant que « *prophète contre le culte de la compétitivité*[219] » Il est critiqué plus tard[220]. Il serait pour la préservationdu système capitaliste[221].

[216] Solidaire 47, décembre 2013.
[217] Solidaire 15, avril 1988.
[218] Solidaire 13, mars 1994.
[219] Solidaire 16, janvier 1994.
[220] Solidaire 44, novembre 1996.
[221] *PTB, Petrella engendrera-t-il un renouveau syndical ? Une critique marxiste*, Bruxelles, éd. PTB, 1994.

Corée du Nord	[Grand titre en première page] « *Corée du Nord, le miracle économique*[222] » Décès de Kim il Sung « *Une place unique dans le XXe siècle*[223] » [dixit Ludo Martens] Solidaire, édition spéciale, 13 juillet 1994 R. Hedebouw : « *Le modèle nord-coréen, dynastique, militarisé, peu démocratique, ce n'est pas le nôtre*[224]. » David Pestieau, vice-président du PTB : « *Tels des procureurs de la police de la pensée dominante, De Wever et Rutten ont affirmé que le PTB soutenait la dictature dynastique de la Corée du Nord. Nous le répétons déjà depuis des années, nous avons répondu à des dizaines d'interviews, côté francophone comme*

[222] Solidaire 35, septembre 1988.
[223] Solidaire, édition spéciale, 13 juillet 1994.
[224] Entretien : François Brabant 13/12/12. (https://www.levif.be/actualite/belgique/raoul-hedebouw-le-ptb-n-est-pas-un-parti-de-bisounours/article-normal-127279.html?cookie_check=1549547595).

	néerlandophone, en des termes très clairs : nous sommes contre ce système dictatorial, basé sur "la militarisation de la vie intérieure, l'isolationnisme, le culte de la personnalité et un système politique dynastique", comme je l'écrivais par exemple en 2012 dans une réponse à la revue Politique. *C'est aussi pour ça que le PTB ne partage aucunement la table avec des représentants de la Corée du Nord, ni n'entretient aucune relation de quelque sorte que ce soit avec ce parti. Ni en 2067, ni en 2048, ni en 2011*[225]. »
Vietnam	« *Tous les faits rassemblés dans ce petit dossier montrent comment le prestigieux Vietnam a dégénéré en un pays dirigé par un parti révisionniste où la parole est aux chauvinistes, aux racistes et aux hommes de main de Moscou*[226]. » « *Encouragé et poussé par l'Union soviétique, le Vietnam enverra deux cent mille de ses soldats régler les affaires intérieures du Kampuchea : il y laissera son prestige, son crédit politique, sa crédibilité et ses ressources, tellement nécessaires pour le redressement économique*[227]. »

[225] Solidaire, février 2017.

[226] *La politique des dirigeants vietnamiens*, TPO, 25 juillet 1979, dans Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, op.cit.

[227] Ludo Martens, *L'URSS et la contre-révolution de velours*, EPO, Bruxelles, 1991.

	Puis, Ludo Martens, Président du Parti du Travail de Belgique : « *La solidarité avec Cuba, la République Populaire Démocratique de Corée, la Chine, le Vietnam et le Laos, les pays qui affirment maintenir le système socialiste, peut également être coordonnée ou menée en commun*[228]. » « *Le Parti du Travail de Belgique s'unit à tous les partis et organisations communistes dans le monde. Il soutient la construction du socialisme en Chine, en Corée du Nord, à Cuba, au Laos et au Vietnam, dans les conditions difficiles du tiers monde et de l'ordre mondial impérialiste. Les grands principes de la révolution socialiste sont les mêmes dans tous les pays, mais chaque révolution a ses caractères spécifiques*[229]. »
Rwanda	« *Aidez à construire un Rwanda nouveau*[230] ». Tout le numéro est là-dessus, entretien avec deux dirigeants du FPR (Front Patriotique Rwandais) « *L'état-major rwandais planifie les troubles au Congo.* » « *Étrange alliance entre Kigali, Washington et une partie des mobutistes.*[231] »

[228] Ludo Martens, *Introduction au 13e séminaire communiste international*, Études marxistes 66, EPO, 2004.
[229] *Statuts du Parti du travail de Belgique*. Adoptés lors du 9e Congrès qui s'est clôturé le 13 juin 2015.
[230] Solidaire 32, août 1994.
[231] Solidaire 30, août 1998.

Cuba	« *Certains partis communistes qui ont soutenu la lutte antirévisionniste du Parti Communiste chinois – dont le nôtre – ont taxé les Cubains de "mercenaires de l'expansionnisme soviétique"*[232]. » Par la suite, Cuba a toujours été défendu par le PTB.
Angola	En 1975, AMADA déclare : « *Les Russes ont sommé le gouvernement portugais à reconnaître le gouvernement du MPLA comme le seul gouvernement légal de l'Angola, et à ainsi condamner les deux autres mouvements de libération*[233]. » P. Delwit confirme : « *Dans la question angolaise, l'organisation maoïste [PTB] s'en prend durement au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Et, après l'indépendance du pays, elle appuie la droitière Union nationale pour l'indépendance de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi soutenue, armée et financée par le régime d'apartheid sud-africain et le Zaïre*[234]. » Puis, le revirement : « *L'Unita, soutenue et encadrée ouvertement, elle aussi, par la CIA et l'Afrique du Sud, a tué plus d'un million d'Angolais lors de la guerre*

[232] Ludo Martens, *Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme. Pour l'unité des communistes, pour la défense de l'internationalisme prolétarien*, op. cit.
[233] *L'Union Soviétique est la superpuissance la plus dangereuse et agressive*, op. cit.
[234] Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, op. cit.

	civile contre le gouvernement nationaliste du MPLA. Après avoir perdu les élections de 1992, Savimbi, l'homme de la CIA, a pu se permettre de relancer sa guerre destructrice.[235] » « *[L'Unita], organisation fasciste angolaise, a entamé une offensive de grande envergure contre le gouvernement progressiste du président Eduardo Dos Santos et du MPLA*[236]*.* »
République démocratique allemande	« *[Le] PTB a toujours combattu la dérive révisionniste des partis communistes allemand et roumain […]*[237]. » « *Nous soutenons tout ce qui a été valable de l'expérience de la RDA et affirmons qu'il appartient aux forces antifascistes et socialistes de l'Allemagne de tirer les leçons de ces erreurs*[238]*. »* Article d'Honecker[239] : « *Le socialisme reste la seule alter*native[240] »

[235] *Un autre regard sur Staline*, EPO, Berchem, 1994.
[236] Solidaire 3, janvier 1999.
[237] Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara*, op. cit.
[238] Solidaire 30, août 1992.
[239] « Honecker fut pendant dix-huit ans le chef de l'État de la République démocratique allemande. » (Solidaire 30, août 1992)
[240] Solidaire 34, septembre 1992.

Tchécoslovaquie	Une position : « *Dubcek, Svoboda et Smrkovsky voulaient remplacer le capitalisme d'État en Tchécoslovaquie par un capitalisme de type ouest-européen. Au lieu de la tyrannie russe, ils voulaient le contrôle du capitalisme américain et ouest-allemand sur leur pays*[241]*.* » Une autre position : « *L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 pour écraser un mouvement populaire d'inspiration démocratique et socialiste prouve que l'Union soviétique est devenue une puissance impérialiste*[242]. « Une troisième position : « *Le "printemps de Prague" représentait une contre-révolution révisionniste qui aurait conduit "pacifiquement" à la restauration bourgeoise et à la mainmise des impérialismes allemand et américain sur la Tchécoslovaquie. L'intervention soviétique a mis fin à ce processus contre-révolutionnaire*[243]*.* »

241 TPO 29, mars 1975.

242 Ludo Martens, *La crise du mouvement révolutionnaire en Europe*, op. cit.

243 Ludo Martens, *Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme. Pour l'unité des communistes, pour la défense de l'internationalisme prolétarien*, op. cit.

Pologne	 *Premier congrès du syndicat libre polonais* **Le pouvoir de la solidarité et de la classe ouvrière.** **Neuf cent douze délégués étaient présents au premier congrès de Solidarnosc, juste un an après la grève historique des chantiers navals Lénine. Non loin de là, dans la mer Baltique et dans la zone frontalière russo-polonaise, plus de 100.000 soldats russes participent à de gigantesques manoeuvres de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation. «Une nouvelle Pologne est en train de naître sur les bords de la Vistule. Solidarnosc n'est pas seulement un syndicat, mais aussi un mouvement social de citoyens conscients voulant oeuvrer pour l'indépendance de la Pologne.» Ce sont là les termes de l'une des résolutions approuvées lors du congrès.** A Gdansk, les syndicalistes polonais ont souligné une fois de plus le contenu de leur lutte: liberté, démocratie, progrès social et indépendance nationale. **Démocratie et progrès social** Des revendications démocratiques radicales sont exprimées dans de nombreuses résolutions du premier congrès du syndicat. Une des revendications de la grève de Gdansk, l'accès aux médias pour Solidarnosc, a été formulée en des termes très durs. Si les autorités continuent à faire des difficultés, alors Solidarnosc créera un fonds pour financer ses propres stations de radio et de télévision, ont déclaré les congressistes. Ensuite, le congrès exige des élections secrètes pour le Parlement, auxquelles chaque citoyen polonais aurait le droit de se porter candidat. Une revendication dont le but est d'affaiblir la puissante bureaucratie d'état, et d'instaurer une démocratie plus large dans les structures étatiques polonaises. Une des revendications les plus importantes du congrès a été cependant celle sur l'autogestion ouvrière. Lors de l'été 80, le gouvernement polonais s'était trouvé dans l'obligation d'accepter un cahier de revendications radical. Cependant, l'application de ces revendications traîne en longueur. A de nombreuses repri- ses, Solidarn des grèves et pour forcer remplir ses en revendication les travailleur fournir à la arme pour po position de fo sociale et indi gne. Solidar autres, le dro leurs d'élire e cessaire la entreprises. **Colèr** Ces derniers constater une commentaires Concret 33, septembre 1981 Autre son de cloche : « *Le régime socialiste polonais a pratiquement été liquidé par la dégénérescence, la corruption et l'incompétence de l'équipe Giereck et sous la pression d'un mouvement de masse réactionnaire, dirigé par Solidarnosc et l'Église. […] En fait, les bases du socialisme en Pologne auraient été complètement démantelées, sans l'intervention de l'armée de Jaruzelski*[244]. » Troisième son de cloche : « *[Un] Jaruzelski et un Dubcek […] ont poussé la trahison révisionniste jusqu'au bout, jusqu'à l'acceptation du capitalisme et de la domination impérialiste […]*[245]. »

[244] Études marxistes 8, EPO, 1991.
[245] Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara*, op. cit.

Annexe 2

Deux exemples de tendances chauvines et sectaires (1967-1976)

Le PTB se présente comme un parti unitariste et ouvert. Pourtant, il préfère ne pas trop insister sur certaines périodes de son histoire.

Les origines du PTB

La falsification de son histoire est une constante du PTB, les passages gênants ne sont pas nécessairement éludés, mais souvent édulcorés pour rendre une version plus favorable.

Le PTB revient à plusieurs reprises sur ses origines. Ce n'est pas simple, il est vrai.

En 1966, les étudiants flamands de Leuven (Louvain) manifestent pour réclamer « *Leuven vlaams* ». Au début, l'autre mot d'ordre populaire est « *Walen buiten* » (Wallons dehors). Grâce à l'action du SVB- Studentenvakbeweging, il sera remplacé par « *Burgers buiten* » (Les bourgeois dehors) ; la papauté, l'autoritarisme des professeurs sont dénoncés. Quelles sont les principales parties en présence, côté étudiant : le KVHV-Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond (Association étudiante catholique flamande du supérieur), VNSU-Vlaams-nationale Studentenunie (Jeunes de la Volksunie) et SVB-Studentenvakbeweging (Mouvement syndical étudiant), une scission du KVHV.

> « *Entre-temps, le SVB avait déjà rompu depuis longtemps avec le nationalisme flamand et unissait également les étudiants francophones à Bruxelles*[246] ».

[246] Olivier Goessens et Herwig Lerouge, *La commune de Louvain*, avril 2018. (https://lavamedia.be/fr/la-commune-de-louvain/)

C'est inexact, car la revendication centrale « *Leuven vlaams* » était nationaliste – même si les motivations étaient compréhensibles –, impliquait le départ des étudiants francophones. Le SVB précisait qu'une université en Wallonie, ce serait mieux pour les Wallons…

Les trois organisations étudiantes s'entendaient fort bien. Je me souviens d'une assemblée d'étudiants où les leaders des trois organisations se sont exprimés dans un silence complet, consensuel : la composante nationaliste était bien présente, représentée par les jeunes de la Volksunie. Puis, les étudiants sont partis manifester.

L'influence nationaliste s'exprimera aussi dans la lutte pour l'unité des communistes (voir plus loin).

Le mouvement étudiant louvaniste reprend de la vigueur début 68, ce qui a fait dire aux leaders du SVB qu'ils étaient des précurseurs de Mai 68.

Mais ce mouvement étudiant avait peu en commun avec le Mai 68 en France ou à Bruxelles, notamment à l'ULB (Université libre de Bruxelles). Les événements de Mai 68 dans les milieux étudiants en France, en Allemagne et dans d'autres pays conservent une certaine auréole dans la petite bourgeoisie. Le PTB voudrait se glisser dans cette orbite. Deux livres du PTB ont été publiés en néerlandais sur le sujet[247]. À les en croire, des leaders étudiants du mouvement Leuven Vlaams (Louvain flamand)) seraient devenus des meneurs de Mai 68, dont Ludo Martens, futur président du PTB :

> « *Le leader étudiant des années 1960 [Ludo Martens, décédé], […] avait les capacités de se faire une carrière bourgeoise (et, parmi ses compagnons de route de Mai 68, plus d'un a fini par prendre cette voie*[248]) […] ».

[247] Ludo Martens, Chris Mercks, *Dat was 68*, EPO, Berchem, 1978 ; Ludo Martens, Chris Merckx, *Een kwarteeuw mei 68*, EPO, Berchem, 1993.

[248] Solidaire 23, juin 2011.

Ceux qui ont connu cette période savent que la société de consommation naissante a été dénoncée, ainsi que le travail de production (le fameux « métro, boulot, dodo »). Une minorité d'étudiants ont critiqué l'université qui formaient les cadres du capitalisme et ont voulu se lier au monde ouvrier. Ce n'était pas le point de vue des leaders louvanistes. Les dirigeants du SVB étaient pour la « cogestion », bien accommodants avec les autorités académiques[249].

D'ailleurs, fait oublié, le leader du SVB et futur président du PTB, Ludo Martens, est venu à l'ULB en mai 68 avec un groupe d'étudiants flamands ; son discours, pour ce que je m'en rappelle, comportait une critique de l'anarchisme de Mai 68 et a été rapidement oublié, tellement il était en dehors de la réalité et de la richesse du mouvement. Le SVB a seulement établi un lien informel avec Robert Fuss, leader d'une petite association anarchisante issu de mai 68 à l'ULB.
C'est en 1969 qu'une révolte a eu lieu à l'université de Gand, sous l'influence de Mai 68 en France. Révolte apparemment pacifique, mais dont les comptes rendus de Ludo Martens et des autres dirigeants du PTB ne permettent pas de savoir s'il débordait le cadre de l'université. Le programme repris par le GVK (le SVB de Gand) ne concerne que la démocratisation de l'université.
Le livre contient bien une critique du PCF (Parti communiste français) qui s'est opposé à mai 68, mais on ne trouvera rien sur ce qu'a été réellement mai 68, sur la critique des débuts de la société de consommation, sur la culture, sur l'enseignement, etc.[250]

> « *Il y a vingt-cinq ans, mai 68…*
> *Kris Merckx, Paul Goossens et Ludo Martens, les principaux acteurs de la révolte étudiante de mai 68 en Flandre […]. Mai 68*

[249] Dossier Martens de l'UC(ML)B, 1976.
[250] Voir : Ludo Martens, Chris Merckx, *Dat was 68*, op. cit.

est toujours d'actualité : il trouve son prolongement à travers le travail du PTB et de tous les révolutionnaires du monde[251]. »

Beaucoup de contre-vérités : les trois leaders n'ont pas grand-chose à voir avec Mai 68 et le PTB n'a rien prolongé du tout, désertant le terrain de la lutte contre la société de consommation.
Bien plus tard, Peter Mertens, l'actuel président du PTB, se félicitera des accords de Grenelle en France, contestés pourtant par les activistes de Mai 68 :

« *Le mouvement a engendré les compromis de Grenelle, avec une augmentation de salaire de 10%, la revalorisation du Smic (le salaire minimum en France), la réduction du temps de travail (la semaine de 44 heures) et la reconnaissance des droits syndicaux dans les entreprises*[252]*. »*

À l'époque, AMADA a critiqué Grenelle[253].

Fin de parcours.

---

[251] Solidaire 19, mai 1993.

[252] Peter Mertens, en collaboration avec David Pestieau, *Comment osent-ils? La crise, l'euro et le grand hold-up*, op. cit.

[253] « Dès que les accords Grenelle sont en vigueur, le PC met tout en œuvre pour briser la grève. […]
Après 25 heures de négociations à Grenelle, un résultat tangible est obtenu: le salaire minimum garanti a été augmenté à 30 francs belges par heure. Et même cela était inférieur au montant de 6 000 francs par mois demandé par les grévistes. Mais le PC a parlé d'une "grande conquête" et d'autres points pourraient être négociés davantage par secteur. Le gouvernement n'a laissé aucun doute sur le fait que cet accord Grenelle devait être le début de la reprise du travail. Elle comptait sur la CGT pour réussir tout cela. La CGT a lancé une campagne de vulgarisation de l'accord dans les usines. Mais à sa grande surprise, l'accord n'a été accepté dans aucune usine. » (Ludo Martens, Kris Merckx, *Een kwarteeuw mei '68*, EPO, 1993)

« *Pendant les vacances de 1968, une trentaine de militants du SVB étudièrent pendant sept jours entiers* Que faire ? *de Lénine. C'est ainsi que nous en arrivâmes progressivement à une vision plus cohérente. Nous en vînmes à la conclusion qu'un parti révolutionnaire des travailleurs était nécessaire. Après ce débat, un nombre assez important de membres choisirent de vivre au service de la population laborieuse et de s'y mêler. Certains allèrent travailler comme ouvriers dans des usines, d'autres allèrent habiter dans un quartier ouvrier en tant qu'enseignants, médecins ou sociologues pour donner cours aux enfants des travailleurs, soigner les ouvriers et faire du travail politique parmi eux […] Le Parti du Travail de Belgique est donc issu littéralement de Mai 68*[254].»

En réalité, c'est par des rapports avec quelques Allemands à Berlin que l'idée d'aller en usine est venue à plusieurs dirigeants, donc suite à un effet *indirect* de mai 68, à un moment où dans de nombreux pays, le même phénomène se produisait. « *Issu littéralement de Mai 68* » est une légende que le PTB s'efforce d'entretenir, pour éviter l'accusation de nationalisme.

C'est durant les années 69-70 qu'une partie du SVB a opté pour le marxisme-léninisme. Les détails sont confus. Certains ont étudié le marxisme-léninisme en 1968, d'autres pas. Quand a éclaté la grève des mineurs du Limbourg en janvier 1970, les dirigeants du SVB ont formé un comité de grève parallèle pour soutenir, voire organiser la grève. Il n'était pas question de marxisme-léninisme. Puis, des étudiants ont été embauchés dans des industries ou se sont installés dans des quartiers ouvriers.
Quand sont-ils devenus marxistes-léninistes ? Pas clair, d'autant que la conspiration était déjà appréciée à l'époque :

« *Il faut de nombreuses études discrètes et dans l'ombre, on doit beaucoup discuter et beaucoup écrire avant d'en arriver à*

[254] Olivier Goessens et Herwig Lerouge, *La commune de Louvain*, op. cit.

constituer une réelle avant-garde. Avant que cela ne soit prêt, on ne doit pas encore battre le grand tambour progressiste. Avant que cela ne soit prêt, il faut mener une vie cachée[255]. »

Plus tard, les dirigeants du PTB estimeront qu'ils étaient déjà marxistes-léninistes début 1970 :

« *Dans cette grève [des mineurs du Limbourg], les communistes intellectuels apprirent à diriger les actions de grève de la classe ouvrière […]*[256] ».

Cette même grève où l'intervention des étudiants a été critiquée à l'époque :

« *Nous nous trouvions à la mine pour apprendre avec humilité de la classe ouvrière ! Nous avons pratiqué à la mine une forme humanitaire et cléricale du tourisme*[257]. »

C'est dans ces années que des liens ont été établis avec Robert Fuss, un des responsables d'UUU (Université-Usine-Union) de l'ULB ; Robert Fuss a rejeté le marxisme-léninisme lorsque le débat a eu lieu au sein d'UUU.

« *En 69, le noyau du SVB [a choisi le marxisme-léninisme], mais, à ses côtés, se trouvaient une douzaine de groupes francophones qui poursuivaient le même but. Frans Legros du Parti wallon des travailleurs et Robert Fuss qui dirigeait un groupe à l'ULB ont été les premiers à mener une enquête sur la révolte de janvier 68 [pour "Leuven vlaams"]. Robert Fuss a publié ses résultats dans la brochure* On a raison de se révolter*. […] Mais le nationalisme*

---

[255] SVB-Leuven, *Ervaringen uit twee jaar strijd te Leuven,* 1968*,* (in dossier Martens de l'UC(ML)B).

[256] AMADA-TPO, *Marxistes-léninistes, unissez-vous pour démasquer et détruire le groupe de trotskystes et provocateurs qui dirige l'UC(ML)B*, 1976.

[257] SVB, *Systematisering van de praktische ervaring van Mijnwerkersmacht tijdens en na de staking*, april 1970, dans *AMADA a inventé un « complot » de l'UC(ML)B afin d'empêcher l'« unité des marxistes-léninistes et de retarder l'édification du Parti unique de la classe ouvrière »,* UC(ML)B, décembre 73..

bourgeois qui détermine les caractères wallon et flamand ont empêché une rapide unification[258]. »

Tout est faux : le SVB – noyau ou pas – n'était pas marxiste-léniniste, Robert Fuss encore moins et donc, pas question d'unification sur une base communiste à cette date. Quant au nationalisme, oui, pour le noyau du SVB, comme on le verra plus loin.
Le passage au marxisme-léninisme reste mystérieux, d'autant que de nombreux groupes ont fait le même saut en Europe.
Néanmoins, il est vrai que leur action auprès des ouvriers en grève a eu une influence positive sur les autres courants se revendiquant de la révolution en Belgique[259].

En octobre 1970, AMADA est fondé sur une base marxiste-léniniste.
En mars 1971, TPT (Tout le Pouvoir aux Travailleurs, traduction d'AMADA) voit le jour en scissionnant d'UUU. À ses débuts, TPT traduit le journal d'AMADA en français.

[258] Ludo Martens, Chris Merckx, *Dat was 68*, op. cit.
[259] Dossier Martens de l'UC(ML)B, 1976.

L'unité des marxistes-léninistes (ML)

Début 1971, coexistaient 5 organisations ML : AMADA en Flandre et 4 autres (dont deux très petites) dans la partie francophone ; ces groupes s'étaient créés à peu près au même moment dans les mêmes conditions. Au bout de quelques années, les deux petites disparurent, mais cet émiettement de trois cercles semblables – AMADA, TPT et Lutte Communiste – dans un pays aussi minuscule semblait un frein au développement de l'influence révolutionnaire. Sans parler de l'existence de deux autres groupes dissidents du premier parti prochinois de Belgique (le parti de Jacques Grippa) l'Exploité et Clarté, qui se prétendaient chacun « le » parti ML.

Les versions d'AMADA sur cette situation sont nombreuses et variées.

> « *Mais le nationalisme bourgeois qui détermine les caractères wallon et flamand ont empêché une rapide unification*[260]. »

Kris Merckx :

> « *Nous nous sommes installés en Wallonie en 1976. Avant cela, le travail était confié à une autre organisation marxiste*[261]. »

Troisième version :

> « *Il y a plusieurs discussions en vue de réaliser l'unité avec des marxistes issus du mouvement étudiant en Wallonie et à Bruxelles, mais toutes échouent parce qu'ils ont une autre interprétation du marxisme. Après d'innombrables tentatives d'unification, le tout jeune AMADA décide (dans les années 1975-1976) de commencer à s'implanter lui-même dans le sud du pays*[262]. »

---

[260] Ludo Martens, Chris Merckx, *Dat was 68*, op. cit.

[261] Solidaire 46, décembre 2008.

[262] *Il était une fois le PTB*, op. cit. Une version plus complète a précédé : « Plusieurs discussions en vue de réaliser l'unité avec des marxistes issus du mouvement étudiant en Wallonie et à Bruxelles échouent, car on est, ou on n'est pas, assez radical ou parce qu'on a une autre interprétation

Ces versions n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité.
Le nationalisme était bien à l'œuvre, mais du côté flamand ; ce qui n'est pas tellement surprenant, compte tenu du passé d'AMADA, lié au mouvement étudiant « *Leuven vlaams* ».
Dès le départ, TPT était demandeur (ce n'est pas un hasard si le groupe avait choisi comme dénomination la traduction d'AMADA), mais essuyait des rebuffades de son « grand frère ».
Au début 71, AMADA pose comme condition à l'unification avec TPT une autocritique de celui-ci sur les défaillances de la lutte idéologique en son sein, alors que TPT venait de quitter UUU après d'âpres débats !

En octobre 1971, AMADA fixe ses conditions à l'unité des marxistes-léninistes belges :

> « *L'étape de la construction du Centre implique une lutte idéologique sur des fragments de programme et d'organisation. […] Les groupes doivent prouver autour de points pratiques et concrets qu'ils peuvent contribuer à l'élaboration et l'application d'une ligne. […]*
> *En plus, il faut tenir compte des conditions spécifiques de la Flandre et de la Wallonie. La construction d'un seul Parti unifié et la construction d'un Centre national passe par et se fait simultanément avec la construction d'un Centre de direction unique et ferme en Wallonie et en Flandre*[263]. »

La formule alambiquée « *passe par et se fait simultanément* » n'a aucun sens, il faudrait donc fonder deux centres pour en obtenir un

---

du marxisme. » (*Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.).

[263] *Point de vue d'AMADA sur l'unification des marxistes-léninistes et les étapes de la construction du parti*, AMADA, 1971 ; cité aussi dans *AMADA et l'unité des marxistes-léninistes (bilan de janvier 1971 à février 1976)*, UC(ML)B, 1976.

seul ??! Le nationalisme refait surface en séparant Wallonie et Flandre. Cette proposition vise à repousser toute unification.

TPT s'est détaché progressivement de la ligne politique d'AMADA, notamment au sujet de l'unité des marxistes-léninistes. Devenu UC(ML)B – Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique – il a proposé un congrès d'unification où il serait en minorité, puisqu'il comptait moins de membres ; il se contenterait des droits de la minorité.
Cela non plus n'a pas vaincu l'esprit de chapelle d'AMADA, qui reconnaissait parfois que l'UC(ML)B était marxiste-léniniste, mais généralement la couvrait d'anathèmes, en guise d'argument.

> « *[La] direction d'AMADA écrit que l'UC(ML)B est "une organisation marxiste-léniniste avec une ligne opportuniste" (Critique du rapport Limbourg sur la grève de la FN - début 74)*[264]. »

À côté de cela, les insultes fusent :

> « *AMADA estime que la ligne politique contenue dans les bulletins 1, 2 et 3 de l'UC(ML)B est un obstacle absolu à l'unité des marxistes-léninistes. La critique de la ligne de droite, intellectualiste et son fondement philosophique, l'idéalisme et la métaphysique, est une condition à l'unité des deux organisations*[265]. » (juillet 73)

Pendant ce temps, des échanges de cadres et militants avaient lieu pendant des grèves, des discussions se menaient entre régionales, etc. L'attitude d'AMADA était toujours critique, tout ce que faisait l'UC était mauvais.

---

[264] Cité dans UC(ML)B, *AMADA et l'unité des marxistes-léninistes (bilan de janvier 1971 à février 1976)*, 1976.
[265] AMADA, *Critique des positons de l'UC(ML)B - Kritiek op de stellingen van UC(ML)B*, 1973, dans UC(ML)B, *Réponse aux théories révisionnistes d'AMADA-TPO sur l'unité des communistes*, 1975 et dans UC(ML)B, *AMADA et l'unité des marxistes-léninistes*, 1974.

En 1975, l'UC(ML)B est toujours « marxiste-léniniste », malgré quelques déviations.

> « *Actuellement, les vrais marxistes-léninistes sont divisés ; la raison principale est que l'UCMLB et LC ont adopté une ligne politique qui est fortement marqué par des conceptions bourgeoises. UC a élaboré une ligne intellectualiste et trotskyste et LC se tient à une ligne opportuniste de droite*[266]. »

La conception de l'unité d'AMADA est bien mise en évidence dans son dernier plan de 1975 :

> « *Le Comité Central d'AMADA-TPO prit en novembre 1975 la décision suivante : soumettre toute la ligne de l'UCMLB à une critique marxiste-léniniste et la démasquer à fond ; se préparer à un congrès d'unité avec l'UCMLB ; détruire à ce congrès la ligne bourgeoise de l'UCMLB ; organiser dans le Parti unifié une campagne générale de lutte et d'éducation sur la ligne de l'UCMLB pour arriver ainsi à réaliser l'unité politique et idéologique.*
>
> *C'était l'avis unanime de tous les membres du Comité Central. […] Au congrès d'unification, nous décidons la liquidation totale de la ligne de l'UC sur le plan politique et idéologique*[267]. »

Très attirant comme plan pour l'unité !
Incohérent aussi : un groupe réellement ML peut-il être pourvu d'une ligne bourgeoise ? En quoi est-il ML, alors, et pourquoi s'unir avec lui ?
En fait, AMADA craignait le débat que nous aurions introduit au sein du futur parti unifié ; notre soumission aux décisions de la majorité ne suffisait pas à rassurer son besoin d'hégémonie idéologique.

---

[266] *Critique sur la fausse théorie d'UC(ML)B sur l'unification des marxistes-léninistes*, TPO 30-31, avril 1975.
[267] AMADA-TPO, *Marxistes-léninistes, unissez-vous*, op. cit.

L'UC s'était aussi démarquée d'AMADA en avançant la nécessité de ne pas se contenter des acquis du socialisme, de travailler à un programme pour faire la révolution et bâtir le socialisme dans un pays capitaliste développé, ce qui ne s'était jamais produit dans l'histoire[268]. AMADA, plongé dans son activisme sur les revendications immédiates, balayait cette exigence en affirmant que les ML belges avaient déjà un programme.

Les vraies raisons du refus de l'unité sont avouées plus tard :

> *« Nous avons déclaré qu'AMADA, à ce moment-là, n'était pas capable et donc pas prêt pour prendre en main la lutte pour l'unification avec ces groupes. […] Notre tâche centrale, d'une importance décisive, était l'unification politique et idéologique d'AMADA lui-même, la formation d'une équipe centrale de cadres expérimentés et l'éducation politique et idéologique des militants. Les forces de tous les cadres devaient être concentrées sur ce combat décisif*[269]. »

Donc, d'abord se renforcer avant de s'unir. Il n'était pas venu à l'esprit d'AMADA que l'unification faciliterait la formation de cadres. En fait, l'antagonisme – le sectarisme – était perceptible.

Fin 75, des détachements d'AMADA débarquent en Wallonie. Désormais, la division des ML est consacrée sur le terrain, où les militants d'AMADA se retrouvent dans les mêmes quartiers, les mêmes usines en concurrence avec ceux de l'UC, sans la moindre velléité de collaboration. Pour cela, AMADA était « *capable et prêt* ». Les justifications de l'implantation en Wallonie, avancées plus haut, relèvent de la fantaisie : la soi-disant activité en Wallonie « *confiée jusque-là à une autre organisation marxiste* », AMADA n'a jamais rien eu à nous « *confier* », nous étions là depuis 72 en toute

[268] La nécessité d'un programme pour le socialisme est toujours vraie, même si certaines avancées ont eu lieu depuis.

[269] AMADA-TPO, *Marxistes-léninistes, unissez-vous*, op. cit.

indépendance ; fantaisie encore plus débridée de l'échec des soi-disant « *innombrables tentatives d'unification* » de sa part.

AMADA a témoigné d'un grand sectarisme, ou chauvinisme, envers les organisations francophones. Il reconnaît cette tendance dans d'autres domaines, syndical entre autres :

> « *En 1976, AMADA décide de corriger son sectarisme et son dogmatisme, dans un esprit autocritique*[270] ».

Réaffirmé plus tard :

> « *Son intention est de devenir une force politique réelle en Belgique et de laisser derrière lui le dogmatisme et le sectarisme de la période initiale*[271] ».

Mais pas un mot à propos des rapports avec les organisations marxistes-léninistes.

La fin des rapports AMADA-UC(ML)B

Devant l'approfondissement de la désunion, UC lance début 76 une campagne « au finish » pour l'unification des ML. Fini les échanges de textes et les réunions en chambre pratiqués inutilement depuis trois ans, l'heure d'une mobilisation de masse est venue.

Les ouvriers de l'UC et dans son orbite prennent feu pour l'objectif ; ils publient une volée de lettres ouvertes en faveur du parti unifié, vont à la rencontre d'ouvriers d'AMADA à leur domicile, interviennent dans un meeting à Gand.

Entretemps, des jeunes de l'UC se sont rendus chez Ludo Martens et lui ont arraché la promesse d'une rencontre entre les trois organisations, le 29 février à Louvain. Pour AMADA, il s'agit d'une séance académique entre les trois directions, à huis clos, et consacrée à la question de l'indépendance nationale et de la menace soviétique – dont l'UC ne reconnaissait pas la réalité. Le bataillon

---

[270] *Il était une fois le PTB*, op. cit.

[271] *Élargir. Unir. Approfondir, Congrès de la solidarité 2015*, op. cit.

ouvrier décide alors de venir en nombre à cette réunion pour y débattre non de la menace soviétique, mais de la menace sectaire qui saborde la création du parti ML belge. AMADA riposte en annonçant le boycott de l'assemblée du 29, interdisant à tous ses membres et sympathisants d'y mettre les pieds ; LC s'aligne sur cette décision.
Les ouvriers réagissent ainsi à l'annonce du boycott :

> *« Avec le bataillon ouvrier, on est allé chercher le président d'AMADA. On l'a arrêté dans la rue et on lui a demandé des comptes. La première chose qu'il a dit, c'est* : Vous avez mon texte, c'est suffisant, c'est assez clair*. Alors on lui a dit* : Non, on veut discuter avec toi*. On l'a finalement coincé dans un café, où on a discuté avec lui. Les camarades ouvriers, une quarantaine, ont demandé quelles étaient les contradiction entre AMADA et l'UC(ML)B. Pas de réponse. Ils lui ont demandé comment il fallait se démarquer du révisionnisme. Il a répondu:* Il y a deux manières*. On lui a demandé lesquelles. Rien. Il n'a répondu à rien du tout. Un camarade lui a dit :* Camarade, si tu es vraiment persuadé d'avoir la ligne juste, ce que tu prétends dans tes textes, tu te battrais pour les défendre. Quand tu vois 40 ouvriers qui viennent te demander des conseils et des comptes surtout, tu devrais leur expliquer, tu devrais donner cette théorie que toi tu as ! *Eh ! bien, il n'a rien répondu […].* (Intervention de Jean-Marie à la tribune, le 29 février)[272].

Le 29 février, 400 personnes, dont environ 150 ouvriers, participent à l'assemblée, dans une effervescence incroyable.
À la tribune, les ouvriers font le procès du scissionnisme.
Un sympathisant de Lutte communiste, travailleur de la FN, explique sa présence, contre la décision de ses dirigeants :

> « *Je fais quand même remarquer à mon camarade que je n'ai pas fait le trajet avec les mitraillettes de l'UC(ML)B dans le dos. Je suis venu de mon plein gré […]. Je ne veux pas faire ici le procès des*

[272] Luce Minet, *Le grand nettoyage dans la maison rouge (printemps 1976)* (http://lmn-alter.be/IMG/pdf/maison_rouge.pdf)

dirigeants d'AMADA ou de Lutte communiste, car un jour ils auront des comptes à rendre devant tous les travailleurs. Ils se retrouveront bien vite sur le banc des accusés ! Ce seront les travailleurs qui les jugeront ! C'est vrai que ce n'est pas encore aujourd'hui que les militants d'AMADA, de Lutte communiste, de l'UC(ML)B sortiront bras-dessus, bras-dessous. Mais allez quand même dire dans vos usines qu'aujourd'hui quelque chose de nouveau vient de naître. En principe je suis pour *quelque chose et non pas* contre *quelque chose.* »

Un ouvrier de Sidmar déclare :

« *Je n'ai pas reçu de mandat de ma cellule AMADA-Gand. Pourquoi suis-je quand même ici ? Parce que je n'ai pas pu résister à la force qui m'attirait pour venir à cette réunion. C'est faux de ne pas répondre au premier pas que les francophones font eux-mêmes. Nous n'avons pas de rancune pour les oppressions du passé et ceux qui en ont peuvent aller s'inscrire à la Volksunie, au VMO et à Were Die. Mais des camarades de Charleroi, d'Athus (qui est pour moi un coin très lointain) sont venus me demander de lutter pour l'unité. Il y a une position d'avant-garde dont on ne peut douter, c'est que l'avant-garde de Flandre et de Wallonie recherchent l'unité, veulent l'unité. [...] C'est pourquoi, comme sympathisant d'AMADA, je n'hésite pas à aller à contre-courant du sectarisme. [...] Ai-je fait une seule concession ? Suis-je un arriviste ? Pour l'homme de base, le suivisme n'est-il pas le plus souvent rentable ? Suis-je un idéaliste ? Oui, en ce sens que je considère la dictature du prolétariat comme un idéal qui peut se réaliser*[273]*. »*

AMADA et LC crient au scandale, taxent l'événement d'ouvriérisme et d'anarchisme.

Dans les rangs de l'UC, le 29 février met un point final à la lutte pour l'unification engagée depuis 1972 : si AMADA et LC s'opposent avec

[273] Luce Minet, op. cit.

une telle vigueur à l'unité, c'est qu'ils ne sont pas ML. Poursuivons la route sans eux.

Déjà s'élèvent autour de nous les jérémiades « *Qu'allons- nous faire tous seuls ?* », alors que la route s'engage dans les péripéties surprenantes d'une sorte de mini Révolution Culturelle, de grande lessive qui va emporter loin d'elle les bureaucrates, les arrivistes et infiltrés de tout poil, du bas jusqu'en haut, c'est-à-dire jusqu'au secrétaire du Comité Central. Il vient de découvrir à son tour, ô surprise, la réalité de la menace soviétique. Au cœur de ces bouleversements, nous découvrons, pour notre part, la réalité de l'infiltration de notre organisation – cela n'arrive pas qu'aux autres… – et nous sortons au grand jour, au cours de deux procès publics tenus par des tribunaux populaires, les preuves politiques et pratiques du double jeu d'un cadre et du secrétaire, documents secrets à l'appui, saisis à leur domicile, et cassettes audio de leurs interrogatoires. Nous mettons Ludo Martens dans la même charrette, tellement son comportement et ses positions possèdent de points communs avec nos propres infiltrés, que nous appelons « comploteurs ». Beaucoup de militants petits-bourgeois aux convictions fragiles abandonnent nos rangs, effrayés par la tempête en cours.

AMADA nie l'existence des comploteurs tout en nous accusant d'en être, paradoxalement.

> « *Pendant cinq ans, la direction de l'UCMLB a élaboré une ligne politique qui était diamétralement opposée à la ligne d'AMADA-TPO. […]*
>
> *La direction de l'UC est partie de la position de l'arrivisme bourgeois et ne s'en est jamais écarté.*[274] »
>
> « *L'UCMLB a été construite par deux individus, dont l'un était un trotskiste et l'autre un grippiste. Ce sont deux arrivistes bourgeois qui se sont infiltrés dans le mouvement marxiste-léniniste. […]*

[274] AMADA-TPO, *Critiquons à fond la ligne révisionniste et social-fasciste de l'UC*, 1976.

Avant et pendant la conférence, tous les membres de l'UCMLB qui faisaient des critiques sur l'idéalisme bourgeois de la direction de l'UC avaient été écrasés sans merci. […]
L'"unité" a toujours été le slogan par lequel l'UC exprimait sa tactique d'infiltration dans AMADA-TPO pour y prendre le pouvoir[275]. »

Durant quelques mois, AMADA-TPO multiplie des pamphlets haineux, bourrés de ragots, pour nous mettre à l'index et battre le rappel des troupes. Il récupère, sauf à Liège, nos locaux, nos finances et une partie de ceux dont nous nous sommes délestés, entre autres, Nadine Rosa-Rosso qui deviendra secrétaire générale du PTB en 1995. Quant au cadre dont nous avons fait le procès public, et qu'AMADA a défendu, il enseigne aujourd'hui à l'université marxiste du PTB, après avoir rejoint son milieu d'origine et mené une « brillante » carrière à l'ULB.
Dans la correspondance privée saisie chez ce cadre en mars 76, ces lettres :

« J'ai toujours l'impression qu'il n'y a que toi qui peux me comprendre, et à qui je peux parler franchement – mais ça ne te donne pas le beau rôle, ma petite copine : parce que ça veut dire que c'est avec toi que je peux révéler toute ma crasse petite-bourgeoise.
Mais le problème, c'est que nous ne sommes pas vraiment des prolétaires. C'est-à-dire que nous avons encore des aspirations individuelles et des fiertés personnelles. Nous ne sommes pas passés par l'horrible école de l'*humilité que l'ouvrier, fils d'ouvriers, subit toute sa vie. Nous continuons à nous* sentir une *supériorité – je ne mets pas les guillemets, parce que je n'ai pas vraiment extirpé cela – la supériorité intellectuelle. Les premiers de classe. [...]*
Si tu accordes quelque importance à mon jugement, qui vaut ce qu'il vaut bien sûr : Tu sais bien que j'ai une immense confiance

[275] AMADA-TPO, *Marxistes-léninistes, unissez-vous*, op. cit.

en toi. [...] Je te jure sur ce que tu seras : un cadre communiste d'avant-garde. [...]
Bon courage, travaille bien, progresse encore. Ne jamais se satisfaire des responsabilités qu'on a ; toujours viser à en prendre plus ; on a besoin de cadres, encore et toujours. [...][276]»

Ce que nous appelions la « Révolution idéologique » continue d'alimenter toutes sortes de fantasmes dans le landernau d'extrême gauche et parmi ses chroniqueurs ; citons les interrogatoires sous la menace d'un revolver, la manifestation armée du premier mai 76. Ni morts, ni blessés, mais une expérience secouante, édifiante pour les révolutionnaires un peu crédules que nous étions, même si elle s'est déroulée à une échelle dérisoire.
Un jour, nous en retracerons l'histoire. Ce qui n'empêchera d'ailleurs jamais les ragots de flotter au fil du caniveau.
Laissons-les flotter comme nous l'avons fait à partir de fin 76, où nous avons poursuivi notre chemin.
Progressivement, les limites du marxisme nous sont apparues, particulièrement dans la conception du socialisme et dans le passage au socialisme. Ainsi, par exemple, les forces productives (les machines, l'organisation du travail…) capitalistes ont été reprises telles quelles à la fois dans le programme des communistes et dans les expériences de socialisme, avec au bout, l'échec.
Désormais, il faut définir correctement ce qu'est le socialisme et le passage au socialisme, à partir des acquis du mouvement social et de la réalité.

[276] Cité dans Luce Minet, op. cit.

Table des matières

Le Parti du Travail de Belgique sans façade 1
Remerciements 5
Avertissement 6
PTB et alternative 7
La hausse du revenu (par des augmentations de salaire, baisses de la TVA, etc.) 8
La diminution du temps de travail 10
L'emploi 11
L'industrie et l'État 12
Le climat et l'État 15
Les syndicats 17
Les réfugiés 20
L'alimentation 21
L'agriculture 23
La productivité et la recherche scientifique 25
La médecine gratuite et la santé publique 28
L'enseignement 35
La démocratie 37
Le féminisme 39
Les classes sociales 40
L'électoralisme 43
Des réponses aux questions du début 45
L'alternative 45
Tours et détours du PTB 53
Le programme du PTB 54
La priorité au programme immédiat 60
Le PTB et les syndicats 67
Les immigrés, des laissés pour compte ? 77
Le frère ennemi : le parti communiste 81
Ludo Martens et la politique internationale 84
L'Union soviétique 86
La Chine 94

Le PTB, c'est quoi finalement ? 99
Annexe 1
Le tableau de quelques autres tours et détours du PTB.....100
Annexe 2
Deux exemples de tendances chauvines et sectaires (1967-76) 110
Table des matières.....128

Le Parti du Travail de Belgique (PTB) est devenu attractif pour les milieux populaires. R. Hedebouw brille par ses réparties humoristiques…

Mais qu'est ce qui se cache derrière la façade de ce parti ?
Le PTB élude ses origines, voudraient faire oublier les tours et les détours qu'il a suivis pendant de nombreuses années concernant l'Union soviétique, la Chine, des personnalités comme Staline, Arafat, Mandela...
Quant au programme pour la Belgique, les revendications sont fort anciennes et n'ont pas eu l'effet attendu lorsqu'elles ont été appliquées dans le passé, alors qu'actuellement il est nécessaire de changer beaucoup de choses face à la crise sociale et climatique, face à la perte de biodiversité, aux menaces qui planent sur notre avenir et sur la planète.
Le PTB n'est-il qu'une nouvelle mouture du Parti communiste de Belgique (PCB) qui a quasiment disparu du paysage politique, un appendice du Parti socialiste (PS) destiné à lui mordre les mollets ?

L'auteur :

Ses parents, oncles et tantes étaient des anciens communistes, qui ont été tous actifs dans les Partisans Armés pendant la guerre 40-45. Ses parents ont été arrêtés et déportés durant cette période.
Né en 1946, il est entré dans le Parti communiste « prochinois » vers 1964 et il a contribué à sa disparition en 1967.
À l'Université libre de Bruxelles, il a participé à mai 68.
En 1971, il est devenu un responsable marxiste-léniniste et il l'est resté, à travers plusieurs organisations, jusqu'en 1986.
Puis, il est devenu franc-tireur social, en recherche d'alternatives.

A.S.B.L. Vivre... S
Place Cardinal Mercier, 16 4102 Seraing
Tél. 0491/743787